

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 100 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Télex :
PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.
Imprimé par Rotographie à Montreuil
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).
• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 Kr
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L
• Grèce : 22 Dr • Suisse : 1 Fs
• Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar
• Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

**Passages à tabac
à la Santé**
LIRE PAGE 10

Après la manifestation de Barcelone Journée des dupes en Catalogne ?

Lire page 3

Liquidation des biens de Lip

Lire page 8

Le premier mineur polonais à Paris UNE MAIN DE FER DANS UN GANT DE VELOURS

Le « numéro un » polonais, Edward Gierek, premier secrétaire du POUP, est arrivé, hier, en visite officielle en France. Dans une interview au « Monde », il déclarait : « Nous n'avons et ne voulons avoir aucun détenu politique. En revanche, comme tout Etat qui veille à ses intérêts vitaux et à la légalité, nous ne pouvons tolérer les tentatives de violer la légalité, de perturber la tranquillité et l'ordre public. » S'il est vrai — et c'est le seul cas en Europe de l'Est — qu'il n'y a plus depuis juillet de prisonniers politiques (les oppositionnels du KOR et les ouvriers emprisonnés ayant été amnistiés), la seconde partie de la déclaration éclaire singulièrement la conception de la démocratie à la Gierek. Et si tous les commentateurs bourgeois peuvent ainsi s'extasier sur le libéralisme de Gierek « qui ne peut pas aller trop loin à cause des Soviétiques », ils oublient d'expliquer que le premier mineur polonais est arrivé au pouvoir à la suite des émeutes ouvrières de 1970-1971, dans un pays qui, en vingt ans, a connu trois grands soulèvements d'une classe ouvrière jamais défaite.

Suite page 4

Entretien avec Wolinski « Au fait, vous ne vous êtes jamais demandé pourquoi ils sont venus me chercher ?... »

Lire page 6 et 7

DEMAIN, 16 PAGES

Un dossier sur :

- la polémique PC-PS
- la réactualisation du Programme commun
- les propositions de la LCR

• Militant(e)s, sympathisant(e)s, organisez partout des ventes de masse !

Le sommet de la gauche

UN ACCORD DES DEMAIN ?

Robert Fabre, François Mitterrand et Georges Marchais se retrouveront, demain à 10 h, au siège du Parti socialiste, pour la rencontre au « sommet » de l'Union de la gauche. Ils auront à trancher une vingtaine de points de désaccords touchant essen-

tiellement aux mesures sociales, aux nationalisations, à la Défense nationale, pour parvenir à un accord sur la réactualisation du Programme commun. Aucun délai n'a été fixé à la négociation.

Accord ou pas ? La question ne mérite guère qu'on s'y attarde. Si la droite a tout intérêt à monter en épingle les divergences qui persistent entre le Parti communiste et le Parti socialiste — le giscardien Bussereau s'est « ému » de la « violence inouïe des propos de Georges Marchais à la Fête de l'Humanité à l'égard de ses alliés socialistes » — il est pourtant évident

qu'une rupture, ou même un accord simplement partiel, ruinerait sérieusement les chances électorales de l'Union de la gauche que ni le Parti socialiste ni le Parti communiste dans l'état actuel des choses n'ont l'intention de laisser passer.

Le PS n'a pas de solution de rechange à l'unité forgée depuis 1972, et sa capacité à

réunir 30 % des suffrages n'empêcherait pas l'impasse de la stratégie patiemment mise en place par François Mitterrand, depuis le Congrès d'Epinay de 1971. Quant au PC, la rupture de ses alliances, pour lesquelles il a mené bataille depuis 15 ans, entamerait sérieusement sa crédibilité auprès des travailleurs et de ses militants qui ont, pour moitié, adhéré sur la

base de la signature du Programme commun, il y a 5 ans.

Reste la question du délai et des modalités. La polémique lancée par le Parti communiste rencontre un écho certain auprès des travailleurs. Elle fait apparaître le parti comme l'aile « gauche » de l'Union de la gauche. Paradoxalement, cette situation pourrait faciliter les concessions du PC lors de la rencontre au sommet. Celui-ci justifierait la signature du Programme commun 1977 par la nécessité de l'union, tout en soulignant les limites durant la campagne électorale. La confiance gagnée durant ces deux derniers mois ne serait pas perdue pour autant et permettrait d'arriver au gouvernement en quelque sorte avec « deux fers au feu ».

D'autant que le Parti socialiste, de son côté, ne semble pas prêt à reculer durant le sommet. S'il paraît disposé à repousser une négociation avec les syndicats, après l'arrivée au gouvernement, la question du montant du SMIC sur la base de 2200 F minimum et s'il pourrait accepter une formulation sur la sidérurgie qui prévoit à terme la quasi-nationalisation de la branche, il ne devrait céder ni sur la hiérarchie des salaires et des revenus, ni sur la défense nationale et les alliances, ni sur le calendrier d'application des mesures sociales.

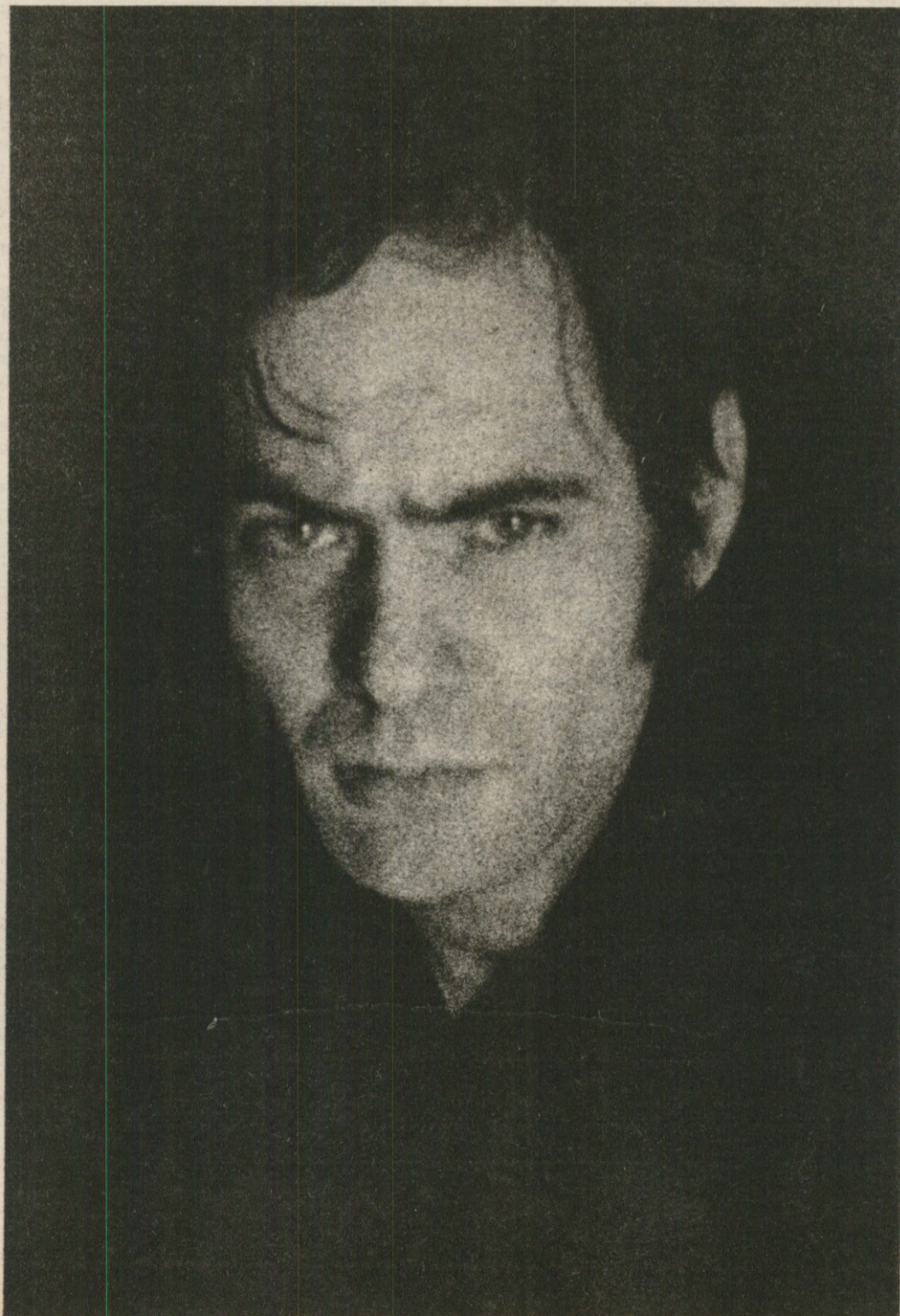
Dès lors, la réunion de mercredi risque de se terminer en queue de poisson. Il est peu probable d'autre part que la délégation socialiste accepte une série de « sommets » à répétition.

Tout au plus envisage-t-elle la possibilité d'une seconde rencontre après les élections sénatoriales du 25 septembre. Dès lors, la balle sera dans le camp du Parti communiste. Le temps d'expliquer à ses militants les nécessaires concessions pour préserver l'union ? L'accord serait alors signé à la fin du mois de septembre.

Est-ce à dire que la polémique prendrait fin ? Sûrement pas. Le PS, sorti renforcé de la négociation, pourrait rassurer la droite sur sa capacité à « dominer » la « sur-enchère sociale » de son principal partenaire. Et le PC, sorti auréolé de son forcing pour l'adoption de mesures défendues conjointement par la CGT et la CFDT, pourrait rassurer les travailleurs sur la garantie que constituera sa participation au gouvernement. C'est du moins l'hypothèse la plus probable. Au delà ?

Pierre Julien

Baader en prison



Alors que la chasse à l'homme se poursuit en RFA pour retrouver les ravisseurs de Schleyer, la situation des prisonniers politiques a empiré. Ils sont désormais totalement isolés. Ci-dessus, une photo de Baader prise à l'intérieur de la prison.

GRANDE-BRETAGNE

Après le congrès
des syndicats

UN ACCORD
EN TROMPE-L'ŒIL

Personne ne chante vraiment victoire après le vote de la conférence annuelle du Trade Unions Congress en faveur de la « règle des douze mois », dernier vestige du contrat social du gouvernement travailliste. Si ce vote est, dans une certaine mesure un succès pour Callaghan, il s'agit surtout d'un succès psychologique.

Les dirigeants syndicaux et travaillistes sont bien conscients de l'impopularité de cette mesure et de la difficulté qu'il y aura à la faire respecter dans les entreprises. Mais, néanmoins, le vote représente un avertissement pour les travailleurs : s'ils ne le respectent pas, ils seront dénoncés par le TUC et cela signifie un affaiblissement effectif de leurs luttes.

Mais la division du mouvement syndical sur le contrat social et la politique du gouvernement travailliste est apparue clairement au congrès du TUC. Elle est le reflet au sommet de l'appareil syndical, des processus profonds en cours dans la classe ouvrière britannique, confirmés par le fait que deux années de politique collaborationniste des directions ouvrières et un chômage massif n'ont pas entraîné une démobilité des travailleurs, bien au contraire.

Aujourd'hui, des secteurs importants de la classe ouvrière sont déjà entrés en lutte pour leurs revendications. L'organisation patronale britannique déclare avoir enregistré, au cours des dernières semaines, des revendications salariales, concernant deux millions de travailleurs, et allant de 20 à 30 % d'augmentation. Les dockers viennent d'annoncer une grève nationale pour 20 % d'augmentation ; c'est aussi le cas des mineurs qui ont annoncé leur volonté d'entrer en lutte début novembre pour 50 % d'augmentation. Les réactions du secteur de la métallurgie ne vont pas non plus manquer de se faire attendre vu la façon dont le vote des 1 200 000 membres de leur syndicat AUEW a été « détourné » par Scanlon. Un membre de la délégation de l'AUEW au congrès déclarait d'ailleurs : « La décision prise grâce à la manœuvre de Scanlon n'est pas correcte. Je dirai à mes membres de ne pas faire attention au vote du TUC, je leur dirai d'agir selon les décisions de notre con-

Le vote du congrès du TUC représente un frein objectif au développement de ces luttes et sera, dans les mains de Callaghan, l'instrument de leur isolement et de leur répression. Mais, en même temps, la direction collaborationniste des dirigeants syndicaux stimule la prise en main, par les travailleurs et leurs shop-stewards (délégués d'atelier) de leurs luttes. L'exemple des dockers est significatif : la décision de lancer un mot d'ordre de grève nationale a été prise par un comité national de shop-stewards représentant les délégués élus dans tous les ports de Grande-Bretagne. Cette initiative est d'autant plus importante que la division du mouvement syndical ne pourra qu'aider la droite conservatrice si elle n'est pas mise à profit pour construire une opposition syndicale qui s'appuie sur les luttes unitaires des travailleurs qui rompent avec les ambiguïtés de la pseudo « gauche » du TUC dont, jusqu'à la semaine dernière Scanlon était un des principaux représentants !

Anna Libera

L'enlèvement de Schleyer

LE QUATRIEME ULTIMATUM
DU COMMANDO A EXPIRE HIER SOIR

Un nième ultimatum du commando de la RAF, qui voici une semaine, a enlevé le chef du patronat allemand, est parvenu à l'AFP. Il devait expirer hier soir, à 23 h, mais ne ferme pas toutes les portes aux négociations puisqu'il déclarait être le dernier message du commando « à moins de mesures concrètes de la part du gouvernement fédéral ». Le message semblait répondre aux précédentes exigences de la police, indiquant que seuls les prisonniers libérés pourront indiquer la destination de l'avion qui doit les transporter. En effet, après que dans un message, samedi, le commando semblait avoir accepté l'avocat suisse Payot comme médiateur, la police avait transmis de nouvelles exigences, cherchant ainsi à gagner du temps. Il s'agissait de précisions sur la destination exacte des prisonniers, d'une nouvelle preuve que Schleyer était en vie. Mais il ne semble pas que ces manœuvres de temporisation puissent encore durer. La police a en effet épuisé l'arsenal crédible des « questions », et le dernier ultimatum

du commando fait apparaître une certaine nervosité.

Il est d'ailleurs devenu tellement clair que le gouvernement n'avait pas réellement l'intention de céder, que la veuve en puissance de « l'enlevé » a adressé une supplique au gouvernement par voix de presse, lui demandant de sauver son mari.

Mais il est à peu près sûr que le gouvernement ne cédera pas malgré deux nouvelles réunions successives de « l'Etat-major de crise ». D'autant que l'union sacrée entre gouvernement et opposition est en train de se briser, la démocratie-chrétienne critiquant la faiblesse des sociaux-démocrates, et se désolidarisant du gouvernement.

Un député CDU a ainsi déclaré : « La seule chose que les contribuables veulent encore financer, c'est l'enterrement des terroristes. » Un nouveau sondage est venu conforter cette position, indiquant que 60% des interrogés étaient contre l'échange, et que 78% accusaient le gouvernement de laxisme envers les « terroristes ».

Les errements de la RAF

L'Allemagne de l'Ouest serait-elle à la veille de l'avènement d'un nouveau fascisme ? Beaucoup semblent le croire et le craindre. Les militants et les sympathisants de la RAF (Fraction armée rouge) justifient, par exemple, leur action par la nécessité de démasquer le plus rapidement possible le fascisme qui vient d'en haut — pour reprendre une expression d'A. Glucksmann, lorsqu'il était encore théoricien de la Gauche prolétarienne. Les institutions démocratiques et parlementaires ne sont plus, pour eux, que des feuilles de vigne cachant un absolutisme d'un nouveau genre (une oppression totalitaire d'une perfection sans précédent) contre lequel seuls les moyens extrêmes de l'enlèvement, de la séquestration ou de l'exécution peuvent être efficaces. Ils admettent ainsi que l'encadrement ou le quadrillage de la société par l'Etat isole complètement les individus les uns par rapport aux autres et que l'action collective devient, dans ce contexte, à peu près impossible. La seule issue qui reste ouverte est de troubler le fonctionnement « normal » du système, de le mettre en déséquilibre et de déranger ses sujets obéissants dans leurs habitudes les plus ancrées, dans l'espoir qu'il sortira bien quelque chose de ces bouleversements.

Nombreux sont les partisans de la gauche modérée qui rejettent avec horreur cette perspective. Ne parlent-ils pas de « fascisme rouge » à propos de la RAF — comme le fait Maurice Duverger dans *le Monde* du 11 septembre. Mais il est assez significatif qu'ils semblent persuadés que les actions d'une poignée de militants sont susceptibles de pousser l'Etat à se fasciser en se débarrassant de ses derniers ornements démocratiques. Ils tiennent à la démocratie bourgeoise, mais ils n'y voient plus qu'une réalité fragile, tellement menacée qu'il faut surtout éviter de trop user ses mécanismes. Il n'y a plus de salut en dehors d'une sorte d'autocensure des organisations politiques se réclamant du socialisme : pas de programme provocant, pas d'interventions trop avancées. Il ne faut, certes, pas abandonner les objectifs de transformation sociale, mais il faut procéder avec une extrême prudence, de façon subreptice, pour ne pas réveiller le monstre fasciste qui sommeille dans l'appareil d'Etat. Si les uns veulent surprendre l'ennemi par la violence, brusquée et inattendue, d'un petit nombre de militants d'élite, les autres prétendent tourner ses défenses par l'utilisation précautionneuse des bulletins de vote d'une majorité assoupie, voire inconsciente.

Est-il besoin de le dire ? Sur ces bases, on navigue en pleine utopie, loin de la réalité des rapports so-

ciaux et de la réalité de l'Etat d'Allemagne fédérale. Il n'est, bien entendu, pas question de nier que l'Etat d'Allemagne de l'Ouest se soit renforcé considérablement sur le plan répressif depuis une dizaine d'années (des lois sur l'état d'urgence de 1968 jusqu'à la restriction des droits de la défense aujourd'hui), mais il ne faut pas oublier non plus que l'équilibre politique du pays repose en grande partie sur l'alliance de la social-démocratie et des syndicats. En d'autres termes, une des conditions essentielles du fascisme — l'anéantissement du mouvement ouvrier organisé — est tout à fait absente dans les circonstances présentes. C'est l'opportunisme du mouvement ouvrier, c'est son intégration politique et idéologique à l'ordre économique du grand capital et non son éviction complète de la scène, qui assurent aujourd'hui la paix sociale en République fédérale.

La RFA,
un compromis réussi

L'Etat garantit son propre équilibre en s'appuyant sur les dirigeants syndicaux et social-démocrates, en leur accordant sous différentes formes (postes de la co-gestion, fonctions politiques, etc.) un rôle non

négligeable dans la vie publique. Il ne peut donc prendre à la légère les formes démocratiques de la vie politique, même s'il cherche à restreindre les libertés et les droits dont jouissent les travailleurs.

En fait, il faut bien reconnaître que la force relative de l'Allemagne de l'Ouest par rapport à ses concurrents capitalistes comme la France ou l'Italie réside dans ce compromis très réussi — du point de vue de la classe dominante — passé avec le mouvement ouvrier : acceptation par ce dernier de l'impératif anticommuniste, de la modération dans les revendications, et bien sûr, du bien-fondé de l'ordre social capitaliste. Pourquoi les milieux dirigeants voudraient-ils changer cette formule éprouvée, alors que, dans les circonstances actuelles, ils n'ont pas de solution de rechange vraiment tentante.

La droite démo-chrétienne de F.-J. Strauss, au pouvoir, se heurterait à de très nombreuses oppositions, et on voit mal comment elle obtiendrait une allégeance aussi prononcée des organisations ouvrières. Des solutions se situant encore plus à droite, sont-elles tout à fait invraisemblables, parce qu'elles bouleverseraient trop profondément les équilibres

existants depuis des décennies et parce qu'elles seraient très minoritaires. En ce sens, l'attitude du mouvement ouvrier reste l'élément décisif de la situation. Il suffirait qu'il devienne moins coopératif, qu'il remette en question la discipline des hausses de salaires, qu'il s'oppose franchement à la répression (Berufsverbot) pour que toute la société entre en mouvement. Les raisons pour qu'il aille dans cette direction ne manquent d'ailleurs pas ces derniers temps (chômage, stagnation du niveau de vie, durcissement de la discipline du travail), pas plus que ne font défaut les signes de résistance ouvrière.

Il ne s'agit pas d'affirmer que la lutte contre l'opportunisme et la bureaucratie est simple ou facile, il s'agit de reconnaître qu'elle est nécessaire et possible dans le cadre actuel.

La RAF, elle, se fourvoie complètement parce qu'elle ne se pose même plus la question et qu'elle veut faire la révolution socialiste sans mouvement ouvrier organisé. Son isolement, ces derniers jours, est tragique, mais il était inéluctable. Il faut prendre d'autres voies.

Jean-Marie Vincent



Jan-Karl Raspe et Gudrun Ensslin en prison.

Le 11 septembre en Catalogne

Déferlement et désarroi

Barcelone,
de notre correspondante.

Une marée humaine de plusieurs centaines de milliers de personnes pour la Diada de Catalogne dimanche. Un million et demi selon la radio nationale, un million deux cent mille selon les autorités (les temps ont bien changé). Les deux tiers de la manifestation étaient des cortèges du mouvement ouvrier, avec une écrasante majorité du PSUC qui a refusé de faire une apparition regroupée. Malgré cette dispersion, c'est un véritable rouleau compresseur, comparable au Parti communiste italien. Le cortège des commissions ouvrières et de l'UGT étaient sans commune mesure avec leur implantation: ils ont délégué leur représentation aux grands partis politiques.

La CNT s'abstient officiellement. Quant au Parti socialiste catalan, il y a un fossé entre sa force électorale et sa capacité de mobilisation: un cortège tout juste correct. L'extrême gauche est apparue dans différents cortèges: d'abord les maoïstes, Organisation révolutionnaire des travailleurs, Mouvement communiste de Catalogne et surtout le Parti du travail, d'une supériorité numérique écrasante, le seul à exhiber systématiquement le portrait de Tarradellas et à couvrir le mot d'ordre de la Ligue communiste révolutionnaire: « Pas de marionnettes, dehors Tarradellas ». Deux cent avec la LC, mille avec la LCR, qui anime son cortège avec la seule sono de la manifestation. Les mots d'ordre de ces deux cortèges sont convergents: « Elections au parlement catalan! C'est au peuple de décider! Chili solidarité! Amnistie totale, amnistie pour les femmes! Unité syndicale contre le pacte social! »

Une immense banderole et pas mal de monde derrière: « Pour l'indépendance du pays catalan »: les groupes nationalistes réussissent mieux dans la manifestation unitaire de l'après-midi que dans celle du matin, convoquée séparément, et qui n'a regroupé que 5 000 personnes. Mais les voix discordantes des révolutionnaires dans cette manifestation « d'Unité nationale » sont minoritaires.

On chante plus qu'on crie « Si, si, libertad, amnistia total ». Les organisateurs de la Diada s'en sont remis officiellement à la Diada pour la sono dont les installations, tout au long du parcours, distillent des



Par centaines de milliers dans les rues de Barcelone, un million et demi selon les organisateurs.

chansons catalanes. Côté bourgeois, on voit seulement deux petites banderoles de la Coordination démocratique de Catalogne (parti bourgeois catalaniste de Pujol) et de Réforme sociale catalane (un groupuscule de droite).

La grande leçon de cette journée, c'est que, d'abord, le peuple catalan veut décider de son avenir. Mais c'est aussi que les partis ouvriers catalans ont un rapport de forces écrasant face à la bourgeoisie catalane et au gouvernement central: de quoi imposer des exigences immédiates d'autodétermination. Mais Jordi Pujol, Lopez Raimundo (PSUC), Reventos (Parti socialiste catalan) sont introuvables après la manifestation: le peuple catalan a parlé, mais les dirigeants silencieux se gardent bien d'offrir la moindre perspective de mobilisation ou d'en rajouter sur le succès de la manifestation.

Les moyens d'information internationaux de Moscou à Londres ont exprimé leur étonnement face à la plus massive manifestation dans l'histoire de l'Etat espagnol, ou peut-être de l'Europe ces dix dernières années. Nous aussi, nous exprimons notre stupéfaction: la plus massive manifestation mais aussi la plus désespérante parce qu'elle exprime au plus haut point la trahison

des organisations ouvrières (du PT au MC maoïstes, jusqu'aux socialistes); parce que nous serrons les poings de rage quand elles font descendre dans la rue plus d'un million de personnes sans offrir la moindre perspective politique. Rarement le cadeau des directions ouvrières à la bourgeoisie aura été aussi gros.

Luisa Vermeil



LA DIADA, UNE JOURNEE DES DUPES ?

Les parlementaires des partis ouvriers catalans (Parti socialiste catalan, Parti socialiste ouvrier espagnol et Parti socialiste unifié catalan, le Parti communiste espagnol en Catalogne) ont multiplié jusqu'à la dernière heure les rodomontades, en expliquant que le succès de la manifestation du Paseo de Gracia serait un élément déterminant pour limiter les manœuvres Suarez-Tarradellas visant à marginaliser le « vote rouge » du 15 juin en Catalogne. La publication, vingt-quatre heures avant la Diada, du projet de décret royal sur le rétablissement de la Généralitat a montré que les jeux, à Madrid, étaient considérés comme faits. A cet égard, la Diada millionnaire prend figure de journée des dupes.

Vendredi, en allant « renégocier » à Madrid l'accord secret Tarradellas-Suarez conclu une semaine auparavant, les parlementaires catalans avaient le verbe haut. Ils excluaient toute possibilité que les présidents des deputaciones (conseils généraux « élus », en fait nommés par Franco) puissent participer au conseil de la Généralitat au même titre que les parlementaires élus le 15 juin dernier.

Deuxième exigence des parlementaires catalans: la structure triangulaire de la Généralitat. Le président (Tarradellas), le conseil (nommé par Tarradellas parmi les parlementaires) et la formation d'un parlement catalan provisoire constitué par l'ensemble des parlementaires catalans (les députés et sénateurs élus le 15 juin plus les sénateurs catalans nommés par le roi) pour exercer un contrôle sur les activités du conseil.

Le chemin de Madrid, une fois de plus, a été celui de Canossa. Le ton des commentaires, à l'issue de la réunion de vendredi, le laissait prévoir: refusant de dévoiler le contenu des conversations avec Suarez, les parlementaires, toutes tendances confondues, s'étaient faits allusifs en disant: « La discussion a été d'ordre très général, presque

philosophique. Et au niveau de la philosophie, sur la Généralitat, il y a eu accord... »

La suite montra quel type d'accord. Pour éviter que le succès prévisible de la Diada pèse en faveur d'une renégociation de l'accord Suarez-Tarradellas, le gouvernement de Madrid a pris l'initiative samedi de mettre les parlementaires catalans devant le fait accompli, en faisant distribuer par une agence officielle le projet définitif du décret-loi royal.

Article 3 du décret: « La Généralitat comporte deux organes: le président et le conseil exécutif qu'il préside. »

Article 5: « Le président nomme les membres du conseil exécutif qui peut compter jusqu'à 12 membres, plus les présidents des quatre deputaciones catalanes. »

D'autres articles prévoient que le gouvernement de Madrid a le droit de suspendre toute décision de la Généralitat, ou qu'il peut dicter à la Généralitat les mesures jugées opportunes par lui.

Cependant ce texte, le ministre des régions ne mâche pas ses mots et explique crûment que la Généralitat ne va pas au-delà des mancomunidades (communautés régionales) franquistes et que, de toute façon, il faut attendre le vote de la Constitution pour qu'il soit décidé définitivement s'il y aura autonomie pour la Catalogne... Voilà qui a le mérite de la clarté sinon de la diplomatie.

Dimanche, les parlementaires catalans sont venus à la manifestation mais n'ont fait aucun commentaire sur le décret royal. Puis, ils sont repartis, le temps venu, à la campagne, réfléchissant au baroud d'honneur, le moins dangereux possible, qu'ils devront cependant mener. Au téléphone, ils font répondre qu'ils se reposent. Il faut croire que les grandes trahisons fatiguent.

Michel Rovere

ET POURTANT ELLE TOURNE

Nouvelle-Calédonie

Les élections à l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ont eu lieu, dimanche, pour désigner les 36 conseillers de cet organisme. Les partis « nationaux » (RPR, apparentés RI, majorités présidentielle) ont eu 17 élus; les partis autonomistes 6 élus et les partis indépendantistes 12 élus. Ces élections témoignent de l'audience croissante du mot d'ordre d'indépendance dans cette colonie française du Pacifique. L'indépendance du territoire a été demandée pour la première fois en juin 1975 par Yann Celene Uregei, dirigeant du Front uni de libération Kanak.

GRANDE-BRETAGNE

Les deux usines Rolls-Royce, situées à Willesden au nord-ouest de Londres sont paralysées depuis hier par une grève surprise des 650 carrossiers dont les revendications salariales ont été rejetées par la direction. Celle-ci a rejeté leurs revendications de 17 % d'augmentation, proposant une augmentation de 8 % et l'ouverture de discussions sur la productivité.

Grande-Bretagne

Plusieurs milliers de personnes ont participé samedi après-midi à une marche contre le racisme dans le sud de Londres. C'était la première manifestation antiraciste après les violents affrontements de Lewisham et de Birmingham entre le Front national et les militants antifascistes. Aucun incident n'a eu lieu à Londres, où les manifestants ont défilé aux cris de: « Nois et Blancs, unis nous vaincrons ».

Sahara occidental

Le gouvernement mauritanien a pris acte officiellement lundi de la décision prise par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de reporter le sommet extraordinaire sur le Sahara occidental qui devait se dérouler à Lusaka du 5 au 10 octobre.

Dans une déclaration radio-diffusée, le ministre mauritanien s'est félicité de ce report qui était, selon lui, la preuve que les chefs d'Etat africains voulaient s'accorder encore un certain temps de réflexion avant, peut-être, de se réunir et de trouver, dans la sagesse, une solution qui pourrait contribuer à diminuer la tension dans la région.

ITALIE

La municipalité de Florence (PS-PCI) a annoncé samedi qu'elle allait prochainement organiser un débat sur la dissidence en Union soviétique. Elle veut inviter 17 dissidents dont les noms lui ont été communiqués par le physicien dissident Sakharov. Le maire-adjoint de Florence s'est rendu en URSS cet été pour prendre des contacts avec les dissidents à cet effet.

COLOMBIE

Deux cent soixante syndicats colombiens ont lancé hier un mot d'ordre de grève générale pour la journée de mercredi. Ils veulent ainsi protester contre la cherté de la vie et demander une augmentation des salaires et la levée de l'état de siège.

Suisse

L'organisation humanitaire suisse « Terre des hommes » a informé, lundi, le secrétaire général des Nations-Unies qu'elle comptait tenir une nouvelle conférence de presse sur les « mutilations sexuelles féminines » dont sont toujours victimes des millions d'enfants dans certains pays d'Afrique et du Proche-Orient.

L'organisation « Terre des hommes » demande à Kurt Waldheim de préciser quelles mesures ont été prises sur ce point par les diverses organisations des Nations-Unies depuis que « Terre des hommes » a soulevé ce problème en avril dernier.

LE PREMIER MINEUR POLONAIS A PARIS

Une main de fer dans un gant de velours...

Suite de la première page

Le mois dernier encore, la grève des ouvriers de l'usine d'ampoules de Pabjanice, près de Lodz, contre l'amputation de leur salaire pour cause de faible rendement, s'est terminée par une victoire. Et c'est sous la pression d'une opposition intellectuelle renaissante et d'une Eglise influente qui se sont solidarisées avec la classe ouvrière contre la répression que Gierek a été forcé de lâcher du lest.

Le « style Gierek », c'est, en effet, un gant de velours sur une main de fer. Cet ancien mineur qui a fait ses classes dans l'appareil du parti de la région minière de Katowice a incontestablement eu un préjugé favorable dans la classe ouvrière polonaise lorsqu'il arriva au pouvoir promettant de rétablir la démocratie ouvrière, tout comme son prédécesseur l'avait fait en 1956. Aimant le « contact direct » avec les travailleurs dans les usines, il développa



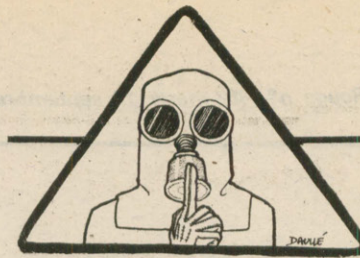
Giscard saluant Gierek à sa descente d'avion.

toute une démagogie participationniste qui devait se solder par la provocation de juin 1976 d'une brutale augmentation des prix alimentaires, immédiatement contrée par les travailleurs.

C'était l'aboutissement des contradictions d'une politique de développement qui, bien qu'ayant accru le niveau de vie de la population — quoique de manière très inégale selon les différentes couches, et sans résoudre les problèmes endémiques du logement et de la viande — avait tout simplement oublié d'associer les travailleurs aux décisions.

Mais, si Gierek reste l'homme fort de l'appareil, avec l'appui évident de Brejnev, il doit faire face à différentes fractions. C'est pourquoi il a besoin d'une reconnaissance internationale et de crédits supplémentaires pour sauver sa politique. C'est ce qu'il est venu chercher auprès de Giscard.

S. B.



Les temps nucléaires

Manifestation antinucléaire en Suède

10 000 manifestants suédois, danois, norvégiens et finlandais ont fait dans le calme une marche de 20 km jusqu'aux abords de la centrale de Barsebäck, à une vingtaine de kilomètres de Copenhague. Cette centrale est construite par la société Sydkraft qui regroupe des capitaux privés et publics et même certaines associations de consommateurs. Le nouveau gouvernement Felldin qui a été élu en partie grâce au battage fait autour de la question de la politique nucléaire des sociaux-démocrates a fait fi de toutes les promesses électorales et engagé la construction d'une nouvelle tranche.

Les beaux contrats

Ça signe beaucoup du côté des constructeurs français de centrales et installations nucléaires : le 8 septembre, on avait confirmation du fait que la France honorerait la commande d'une usine de retraitement par le Pakistan.

Dimanche prochain, ce sera un cocktail monstre pour célébrer à Téhéran le contrat de livraison de deux centrales. C'est quinze milliards que vont se partager nos belles entreprises françaises et multinationales : quatre milliards iront à Creusot-Loire et à Framatome pour l'îlot nucléaire, 3 milliards à Alstom/Atlantique pour les turbo-alternateurs, 4 milliards à la SPIE-Batignolles pour les infrastructures et 3,5 à la COGEMA pour les barres d'uranium enrichi. Comme le dit « les Echos » : « Les esprits sont d'autant plus joyeux que financièrement la commande s'avère plus conséquente qu'on ne le pensait. » Et de nous annoncer : « Dimanche prochain mettra un terme à trois années de négociations. Et les hommes d'affaires prendront le train pour l'Espagne et la Corée. » Braves globe-trotters ! Ils ont bien mérité leur champagne...

« L'Huma-Dimanche » : Petits échos d'une grande rumeur

Rien ne laisse deviner dans les titres : « A bas les gadgets » et « Le passif et l'actif », mais deux lettres cette semaine dans « L'Huma-Dimanche » parlent du nucléaire. La première signée de L. T. à Draveil, après une énumération des risques pour les générations futures s'en prend aux gaspillages et conclut : « Ne faut-il pas donner aux chercheurs les moyens de trouver des énergies moins cangereuses ou de recycler les déchets ? ». La seconde est une demande visiblement restée dans réponse : « On a dit à France-Inter que Jean Rostand et Haroun Tazieff étaient contre les centrales nucléaires. Est-ce exact ? Ne pourriez-vous pas obtenir de ces savants de grande renommée un article qui amorcerait et lancerait un débat ? (...) Toutes ces questions doivent être élucidées et votre journal se doit de fouiller l'actif et le passif des centrales. »

Réunion du CAN XVIII^e

Le CAN (comité antinucléaire) du XVIII^e se réunit tous les mercredis à 19 h 30, au 32, rue Gabriel, métro Abbesses.

La folie politique rectificatif

Une malencontreuse erreur de titrage, hier, a pu donner à penser que Viktor Fainberg était le seul auteur du recueil « la Folie politique », édité par Payot, dont nous avons publié des extraits sur les asiles psychiatriques en URSS. Ce volume contient quatre textes de Fainberg, mais aussi des nombreuses contributions d'autres auteurs, tels que Roger Dadoun, Armando Verdiglione, David Cooper, Luigi di Marchi, Philippe Sollers, etc.

Chili, il y a quatre ans, le coup d'Etat

LES REFORMISTES CONTRE L'AUTO-ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

« Tous les pays ont des dates mémorables. Au Chili, elles se rassemblent au mois de septembre, mois qui annonce dans l'hémisphère sud l'arrivée du printemps. Septembre a marqué l'indépendance du Chili de la domination espagnole en 1810. C'était aussi le 4 septembre 1970 quand le peuple s'élança vers sa deuxième indépendance, l'économique, à travers la victoire électorale conquise avec son leader Salvador Allende. Le coup d'Etat perpétré aussi en septembre par la CIA et les fascistes chiliens plaça une parenthèse sanglante au développement

Dans la critique de la politique de l'Unité populaire, il a souvent été insisté sur l'attitude suicidaire vis à vis des forces armées. On oublie trop souvent que la politique du réformisme est un système et qu'il s'exprime sur tous les terrains. C'est ainsi que sont trop souvent méconnues les conditions dans lesquelles ont commencé à surgir, à partir du milieu de l'année 1972 et surtout après le 29 juin 1973, les organes de double pouvoir appelés Cordons industriels et commandos communaux. Et quelle fut la politique des réformistes vis à vis de ces organismes.

Limiter les nationalisations

C'est au milieu de l'année 1972 que les travailleurs des trois entreprises de moyenne importance de la banlieue industrielle de la capitale se mirent en grève et occupèrent leurs usines en appui de leurs revendications de salaires. Ils exigeaient de plus le transfert à « l'aire de propriété sociale », c'est-à-dire la nationalisation, de ces trois entreprises. C'était le moment où le PC menait des discussions plus ou moins secrètes avec la Démocratie chrétienne sur les limites de ce même secteur nationalisé. Le gouvernement de l'UP lança donc les carabinieri pour déloger les ouvriers. En réponse, dix-huit entreprises de la zone engagèrent une grève de solidarité, constituant le premier commando communal, celui de Maipucerrillos. Devant la détermination et l'ampleur du mouvement, le gouvernement finit par céder et annonça la réquisition d'une des entreprises, la prochaine nomination d'un administrateur gouvernemental dans les deux autres et la satisfaction des principales revendications.

C'est sur le modèle des travailleurs de Maipucerrillos que se constituèrent de nombreux organismes de base tendant à échapper au contrôle de l'UP en riposte à la grande offensive de la bourgeoisie

d'octobre 1972, lors de la grève des camionneurs.

Mais, jusqu'en juin 1973, les réformistes ne s'accommodèrent en aucune façon de cette combativité des travailleurs. C'est ainsi que Luis Corvalan pouvait écrire en décembre 1972, que « le succès de notre révolution dépend de la lutte, de l'organisation et de l'unité des masses, de l'accomplissement du programme à la lettre, délimitant une fois pour toutes, par exemple, les différents secteurs de propriété ».

Alors que les 90 % de la classe ouvrière chilienne travaillait encore dans le secteur privé, le PC réclamait de ses

économique, social et culturel de notre patrie, cette parenthèse sera sans doute courte... », ainsi s'exprime le Parti communiste chilien dans un supplément à son journal « El Siglo » diffusé massivement à la fête de « l'Humanité » à la Courneuve. Il faut une certaine dose de cynisme pour reléguer ces quatre années de dictature au rang des parenthèses. A moins qu'il ne faille comprendre que pour les réformistes stalinien, les « parenthèses » de l'histoire méritent d'être reléguées à leur juste place, celle des péripéties.

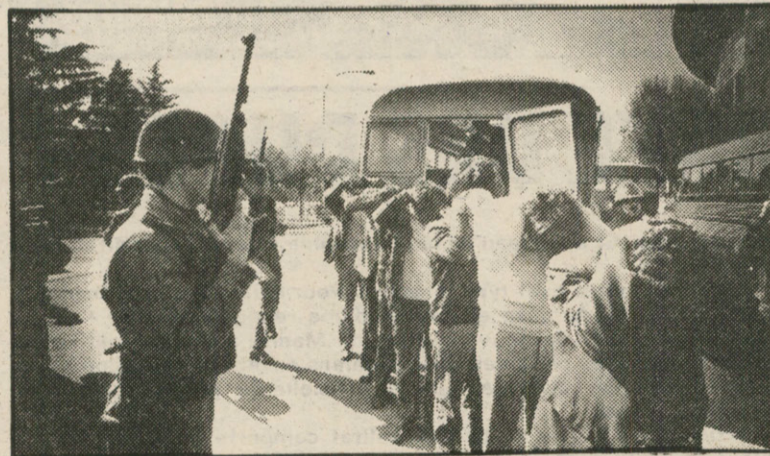
cordons et commandos. Il fallait être aveugle pour dénoncer ces organismes comme « parallèles » à la centrale syndicale, comme divisant le mouvement ouvrier, alors qu'ils organisaient pour la lutte des milliers de travailleurs, qui, pour la plupart, n'avaient jamais été syndiqués. Mais, même quand la situation du gouvernement va s'avérer très précaire, l'attitude du PC ne sera jamais de pousser l'avantage, de développer et de centraliser cette mobilisation, mais il s'agira bien plutôt d'une tentative de récupération de la mobilisation des travailleurs dans un cadre compatible avec leur orientation réformiste, leur refus de

contrôler les milliers d'entreprises petites et moyennes où l'organisation syndicale était faible ou inexistante, mais dont les travailleurs s'organisaient massivement dans des cordons industriels et des commandos communaux.

Parce qu'il s'agissait de la construction presque spontanée du contre-pouvoir ouvrier, jamais les cordons et les commandos ne purent accomplir toutes les tâches qu'ils se proposaient. Surtout, dans la mesure où les principales organisations politiques se réclamant du mouvement ouvrier gardèrent jusqu'au bout une attitude circonspecte vis à vis de ces embryons de soviets chiliens, jamais la centralisation de ces organes ne put développer face au coup d'Etat qui s'avancait toute l'énergie de la mobilisation des travailleurs.

La fameuse loi sur le contrôle des armes exigée par la hiérarchie militaire au président Allende, déclencherà les attaques d'usines occupées par l'armée, dans la recherche du bien hypothétique armement des travailleurs. Tortures, brutalités et intimidations vont se succéder au cours des semaines. La censure sur la presse interdira que ces exactions ne soient trop connues.

Mollement légitimés par un pouvoir gouvernemental, plus préoccupé de respecter les règles du jeu de la démocratie bourgeoise et du respect de la propriété privée que de sa propre défense, intimidés par les raids de l'armée contre certaines entreprises dont les travailleurs seront délogés à la faveur de ces perquisitions, les entreprises occupées, malgré le début d'auto-organisation, tomberont une à une dans la journée du 11 septembre 1973, avec très peu de combat. Pendant ce temps-là, un président constitutionnel préférerait se laisser tuer dans son palais présidentiel, symbole dérisoire de sa volonté de demeurer jusqu'au bout, et même un peu plus, dans le strict cadre de la légalité dont il avait accepté les sinistres règles du jeu.



Pendant l'été 1973, le gouvernement Allende acceptera « conformément aux dispositions de la loi », que l'armée perquisitionne des usines occupées par les travailleurs, dans la recherche d'armes... Le 11 septembre, ce sont les mêmes militaires qui reviendront. Photo Wessing/Viva.

vœux la délimitation définitive du secteur nationalisé.

Récupérer les cordons industriels ?

A la suite du coup d'Etat manqué du 29 juin 1973, c'est massivement que les travailleurs vont riposter et occuper leurs entreprises. Ce n'est qu'à partir de cette date que la direction de la centrale unique des travailleurs (CUT) et la direction du PC vont reconnaître la légitimité de l'organisation des travailleurs en

préparer l'affrontement, leur recherche désespérée d'un accord avec la bourgeoisie.

C'est ainsi que pour les stalinien, les cordons devaient s'intégrer à la CGT et tous leurs délégués devaient être membres du syndicat, pour garantir leur subordination aux manœuvres gouvernementales destinées à se gagner les bonnes grâces de la bourgeoisie et des forces armées. Après les avoir critiqués et dénoncés, la direction du PC chilien voyait avec quelque intérêt la possibilité d'encadrer et de

On vous dit tout, on vous cache rien

Encore des fonds publics

Le conseil d'administration de Marine-Wendel vient de décider une restructuration du groupe sidérurgique de Lorraine. Pour le syndicat CFDT de la sidérurgie lorraine, ce projet « permet aux de Wendel d'empocher 125 millions supplémentaires aux 800 millions déjà accordés par le gouvernement en 1977 ».

Ce projet, négocié avec les pouvoirs publics, prévoit la concentration dans Sacilor de tout le patrimoine concourant à l'activité du groupe dans la sidérurgie et la création d'une nouvelle compagnie regroupant les actifs non essentiellement sidérurgiques, principalement la participation de 50% dans Creusot-Loire.

Féminisme et calcul électoral

Mme Alexandre Debray, sénateur de Paris, a cessé, aujourd'hui, la grève de la faim qu'elle observait depuis quinze jours. Son mari a résumé son point de vue, à l'occasion d'une réunion de presse qui s'est tenue lundi : « Il est nécessaire, a-t-il dit, que la majorité désigne une femme sur la liste qui se présentera aux prochaines élections sénatoriales... »

MM. Chirac, Soisson, Lecanuet et Motte « ne peuvent pas afficher, dans leur propre intérêt, un antiféminisme outrancier qui pourrait leur nuire gravement dans quelques mois. Les femmes avec leurs 54 % de suffrages sont plus importantes que les écologistes, qui en recueillent seulement 5 % ».

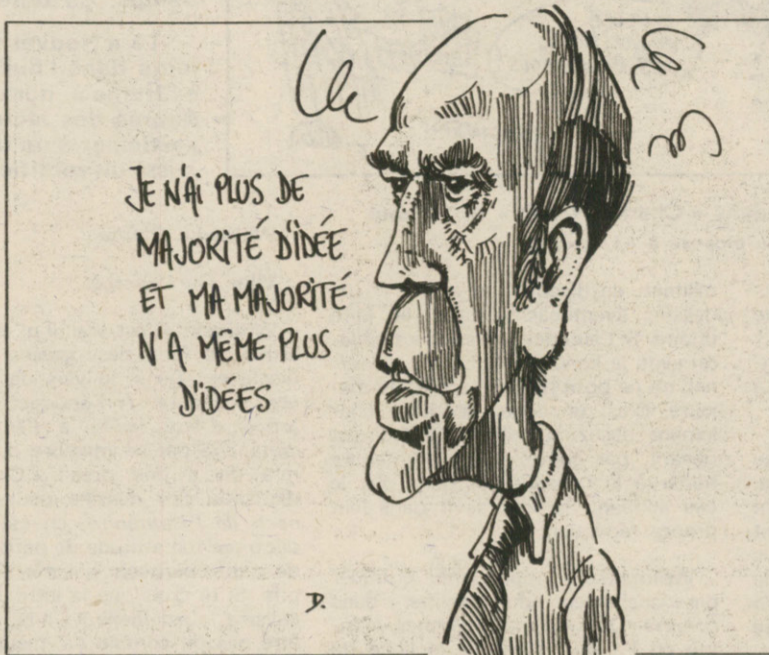
LE « TRACT » DE LA COALITION PRESIDENTIELLE

Les principaux extraits du « Manifeste » de la « majorité » ont été rendus publics hier. Ils donnent le ton de ce texte bref de douze pages, témoin combien fragile de l'« unité » de ses signataires : le RPR, le PR, le CDS et le CNI. Après un long préambule critiquant le Programme commun, le texte fait des propositions pour une société de « liberté, de responsabilité et de justice ». Il se termine par un appel à l'« action et à l'union ».

Même en le jugeant sur des extraits, on peut déjà dire qu'il sera difficile de faire de ce manifeste un « événement ». Les quatre partis signataires auraient dû l'appeler plus modestement « tract ». En effet, le fil conducteur du document semble bien n'être qu'un appel à refuser l'aventure ; le « Tout serait balayé, tout pourrait être perdu si, à l'action sérieuse et raisonnable que nous avons conduite, ensemble, avec vous, étaient substituée la démagogie et l'aventure doctrinaire. »

Non, il n'y a décidément pas d'union réelle et de coordination effective de la « majorité ». Tout ce qui divise la droite, comme par exemple la façon de mener la campagne électorale et le rôle du Premier ministre dans cette campagne est escamoté. Le reste, ce sont des pieuses généralités cent fois rebattues sur les « libertés fondamentales », « l'indépendance de la justice », le « pluralisme syndical », la « liberté de l'enseignement », etc. La politique contractuelle et la participation sont de nouveau donnés en hochets à la classe ouvrière, laquelle sera sans doute étonnée de lire un bilan social entièrement positif qui se conclut : « Tout n'a pas été fait. Mais jamais en si peu de temps autant n'avait été fait. »

Le Manifeste s'efforce aussi de



relativiser le résultat des législatives pour insister sur la défense des institutions de la V^e République et sur le rôle du chef de l'Etat (cf. aussi la déclaration de Soisson dans cette page) : « La démocratie, c'est d'abord pour nous le respect des institutions telles que les ont voulues les Français : fondées sur la

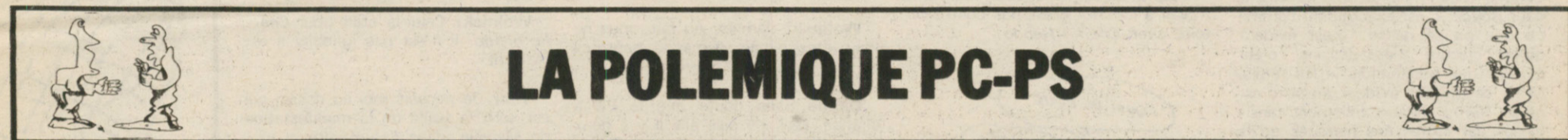
prééminence du chef de l'Etat, elles assurent la stabilité et l'efficacité du gouvernement de la France. » Façon de demander à l'Union de la gauche de réitérer sa promesse de « garder Giscard ». Façon aussi de préparer les batailles de l'après 1978 en cas de défaite.

M. V.

L'IMPORTANCE DES LEGISLATIVES

« Les élections législatives ne sont que le deuxième événement le plus important de notre politique » a déclaré hier Soisson, secrétaire général du PR. Le premier événement est, dans son esprit, l'élection du président de la République. « Le choix de 1978 ne saurait donc remettre en cause celui de 1974, fait pour sept ans. Toute autre attitude nierait la prééminence de la fonction présidentielle, qui est la pièce maîtresse des institutions de la V^e République. »

En cas de victoire de l'Union de la gauche, force l'emporterait donc à Giscard ? Voire. La constitution de 1958 qui prévoit, depuis 1962 seulement, l'élection du président de la République au suffrage universel (auparavant, il était élu par un collège de notables) est bancale. Deux légitimités, toutes deux appuyées sur le suffrage universel, s'y côtoient. Jusqu'à Pompidou, elles étaient représentées par les mêmes familles politiques. Giscard lui-même est soutenu majoritairement par un groupe, le RPR, avec lequel il a des désaccords. L'interprétation de Soisson est donc très personnelle. Du point de vue du droit bourgeois on peut, tout aussi bien, estimer que c'est le dernier suffrage qui fait autorité : dans ce cas précis, les législatives. Mais le droit est de peu de poids face aux rapports de forces politiques. Encore faut-il avoir la volonté et la capacité de s'appuyer sur eux. Certains disent que les législatives sont de peu d'importance. D'autres disent qu'ils veulent garder Giscard...



LA POLEMIQUE PC-PS

2/ A qui profite la chicane ?

Dans le premier article de cette série de quatre, nous analysions les raisons de l'attitude du Parti communiste. Nous sommes arrivés à la conclusion que tant sur le plan électoral qu'en prévision des négociations gouvernementales, le PC cherchait à réaffirmer son identité face à la social-démocratie. A plus long terme, il a besoin de resserrer ses rangs pour améliorer sa capacité de manœuvre.

La seconde question qui se pose est de savoir si la polémique entre le PCF et le PS est de nature à compromettre leurs chances de victoire électorale au printemps prochain.

Disons d'abord que cette victoire ne leur a jamais et ne leur est toujours pas acquise. Mais s'ils l'ont compromise c'est davantage en laissant s'appliquer le plan Barre, en laissant reculer le pouvoir d'achat et croître le chômage, en ne tirant aucun parti du rapport de forces créé par les municipales pour chasser le gouvernement et imposer la dissolution de l'assemblée. Quant aux effets de la polémique actuelle, ils peuvent inquiéter ou lasser les travailleurs. Ils n'influent guère à court terme sur leurs intentions de vote ; les sondages et les élections partielles le prouvent.

La bourgeoisie d'ailleurs ne s'y est pas trompée. Elle cherche à tirer parti de la querelle, mais sans triomphalisme aucun. Car elle ne peut ignorer que ce sont le nombre de chômeurs et la courbe des prix qui pèseront d'un poids décisif sur les urnes de mars. Et à ce sujet, elle n'est guère optimiste. Non que le plan Barre soit de son point de vue un échec absolu. Il a tout de même, es capitulations syndicales aidant, réussi à réduire le pouvoir d'achat de 3% en moyenne en un an ; ce qui pour certaines catégories et régions signifie plus que l'austérité : la pénurie et la misère. Mais dans un contexte économique international sur lequel plane déjà l'ombre d'une nouvelle récession, cette victoire gouvernementale contre le pouvoir d'achat n'a pas suffi à débloquent les investissements productifs. En dépit de quelques bricolages, la bourgeoisie sait déjà que le verdict du chômage et de l'inflation lui fera probablement perdre les élections. En tout cas, l'optimisme n'était guère du côté du ministre Boulin, déclarant le 28 juin devant le conseil économique et social : « les résultats concrets sont peu apparents... Le redressement extérieur est encore fragile et incomplet, la balance des paiements est déficitaire... Jusqu'à présent l'évolution des prix n'a pas marqué de ralentissement significatif... La situation de l'emploi n'a marqué aucun progrès ; au cours du premier semestre de cette année, le nombre de demandeurs d'emplois s'est accru de plus de 160.000 et la situation de certaines catégories est particulièrement préoccupante. » Chirac ne pavoisait pas davantage, dans son discours de la fin août à Périgueux : « En matière de prix, la hausse persistante confirme que les rigidités in-

ternes et les contraintes internationales restent pressantes ; en ce qui concerne les activités, les indices traduisent l'arrêt de la croissance ; le chômage a tendance à s'accroître malgré les efforts importants engagés par le gouvernement ; en matière de commerce, le déficit reste important. » Et ce n'est pas l'adoption du budget 1978 qui effacera cette morosité.

Le PCF tire les marrons du feu

En revanche, à court terme, la polémique engagée contre le PS est payante pour le PCF. Notamment par ses effets dans le mouvement syndical. Il s'affirme non seulement aux yeux de ses propres militants, mais encore aux yeux de bon nombre de militants cédétistes inquiets à l'idée d'une « austérité de gauche », comme le défenseur et le garant des intérêts des travailleurs. Marchais ayant répondu à Priouret qu'il n'était pas question de gérer l'austérité, quelles que soient leurs arrières pensées, tous les dirigeants socialistes et cédétistes (Mermeze et Maire en tête) se sont récriés que telle n'était pas pour sûr leur intention. Au point que si tous y pensent, personne n'ose encore tenir en France les discours à la gloire de l'austérité que tiennent en Italie Berlinguer au nom du PCI et Trentin au nom des directions syndicales. Concurrence oblige ! Le PCI est sans rival sérieux dans la classe ouvrière. Le PCF doit tenir compte de la présence du PS. Le PCE aussi, qui a dû réviser un tantinet après son échec électoral de juin dernier ses positions par trop conciliantes au sujet du pacte social. Pris à contre-pied, Maire a même été contraint de faire ce qu'il n'avait pas fait au moment du congrès de Nantes : prendre publiquement (dans son interview au Monde) ses distances envers un PS par trop « présidentieliste. »

L'offensive verbale du PCF lui permettra même probablement à court terme de regagner du terrain auprès d'électeurs qui lui avaient manifesté leur défiance envers l'Union de la gauche en votant, à l'occasion des municipales en faveur de l'extrême-gauche, voire dans certains cas des écologistes. Elle risque même d'alimenter des courants opportunistes envers lui jusque dans certaines organisations d'extrême-gauche comme le PSU et Lutte ouvrière (du type de ce qu'on a vu pendant l'été 1975 au Portugal). Arlette Laguiller n'écrivait-elle pas le 3 septembre dans Lutte ouvrière : « Il semble loin le temps où nous étions accusés d'être des diviseurs par le PCF parce que nous disions ce que nous pensions et savions de Mitterrand et mettions les travailleurs en garde contre lui. » Et contre Marchais, non ?

La logique veut que la polémique se maintienne désormais, fût-ce avec un bémol, jusqu'à la veille des élections, sur le thème déjà avancé avant le premier tour en 1973 : « Voter com-

muniste, c'est renforcer la qualité de l'union. » Cela ne devrait pas empêcher les négociateurs des trois partis de l'Union de la gauche de signer la version actualisée du Programme commun. Probablement pas dès le 14 septembre, car les enchères ont été montées trop haut pour une conclusion aussi rapide. Mais la réunion devrait permettre de constater des possibilités de compromis, d'enregistrer des concessions réciproques, avant un nouveau sommet. Le PCF pourra alors se présenter comme l'artisan d'un Programme commun « acceptable » dans un souci d'unité, mais distinct toutefois de son propre programme, ce qui justifiera d'autant mieux sa campagne autonome pour le premier tour. Le PS de son côté se prévaudra d'une courageuse fermeté face aux pressions et exigences du PCF.

Les travailleurs ont leur mot à dire

Mais les contradictions ainsi accumulées se retrouveront pendant la campagne électorale et au lendemain des élections. Il sera difficile aux uns et aux autres de ramener demain sur le tapis ité aujourd'hui condamnée. Il leur serait d'autant plus difficile de la faire que la vigilance des travailleurs se serait organisée.

Maire et Ségué font dans leurs discours assaut d'intransigeance verbale. « C'est aujourd'hui qu'il nous faut dire et agir », déclare le premier à Strasbourg. Il n'est pas question, affirme le second, de « consentir demain à la gauche des sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite. » Et si les travailleurs les prenaient au mot ? S'ils décidaient de se faire entendre, de définir aux-mêmes et dans l'unité leurs exigences face au chômage et à l'inflation, de se prononcer à la base dans des assemblées générales, des réunions intersyndicales sur la question du SMIC, de la hiérarchie, des nationalisations, de l'emploi ? S'ils faisaient connaître haut et fort leur point de vue à tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Marchais, dénonçant les obscurs desseins du PS, en appelle au verdict et à la vigilance des travailleurs. Mais il ne leur offre comme solution pour l'exercer que de renforcer les rangs du PCF lui-même. Et si les travailleurs prenaient la discussion en main ? S'ils se regroupaient unitairement à la base, en comités, pour dire ce qu'ils veulent et le faire savoir aux uns et aux autres ? Ne serait-ce pas une garantie infiniment plus sûre contre les fabricants d'austérité, de droite ou de gauche ? Ne serait-ce pas la seule façon de se rendre compte par soi-même, sans avoir à croire Marchais ou Mitterrand sur parole ?

Daniel Bensaïd

Demain : deux façons de préparer l'austérité.

le Action 68 et de l'Huma 77

EXPLIQUE

ent, semble-t-il. A tel point que Wolinski accuse l'hebdomadaire de le censurer. Péripe-

Il nous a semblé, à « Rouge », que le problème était intéressant. D'abord parce qu'il illustre le nouveau style que veulent se donner les dirigeants du PCF depuis le XXII^e Congrès. Ensuite, parce qu'il témoigne d'un itinéraire particulier. Enfin, parce que nous nous posons nous aussi la question du dessin politique, de son rapport avec la « ligne » défendue par un journal militant.

Nous avons, dans notre édition du 3 septembre, expliqué notre position. Sans trop faire de cadeaux à Wolinski, mais en affirmant que nous ne voyions rien de déshonorant dans la collaboration à « l'Huma ». Il était logique de demander à Wolinski de s'expliquer à son tour. Il a accepté de le faire. Mieux, il a choisi de réserver cette explication pour notre quotidien. Nous l'en remercions.

J.F.V.



Vilar. Daullé n'est pas à la Ligue, on ne lui a jamais demandé d'y entrer (rires). Mais il y a un autre problème : celui du « gauchisme confortable ». Ça, c'est toi qui en a parlé.

Daullé. Et quand j'ai vu ça dans ton papier, ça m'a fait aussi tiquer.

« On est moins phalocrate »

Wolinski. Attention les gars ! Moi, j'ai dit ça pour moi. Pour personne d'autre. Il y en a, Cavanna par exemple, qui l'ont pris pour eux. Bon. Mais Cavanna n'est pas un gauchiste confortable : il n'a jamais été gauchiste ! Il l'a toujours dit. Il a été, il l'est toujours, le rédacteur en chef d'un journal qui porte l'étiquette « gauchiste ». Il n'a jamais protesté. Le journal se vend avec cette étiquette. On a toujours été, en marche ou en tête, de toutes les contestations qui ont été à la mode ces dernières années.

Daullé. Mais avec une différence importante par rapport aux autres journaux « gauchistes » ces dernières années par rapport à un problème : celui des femmes.

Wolinski. Les femmes ?

Daullé. Oui. Il y a des dessins, de Cabu en particulier, ou de Reiser, qui passent mal de ce point de vue-là. Il y a des grasses plaisanteries.

Wolinski. Tu penses qu'on est obsédé par les problèmes sexuels ?

Daullé. Non, je dis que sur la question des femmes, vous êtes à contre-courant du discours gauchiste.

Wolinski. On est de vieux phalocrates ça c'est sûr. On a changé, remarque. On a fait des progrès. Il faut que je fasse attention : ma femme est féministe. Il y a la présence de Sylvie Caster à l'Hebdo, qui nous a un peu bousculés. C'est une féministe, elle a l'œil mauvais et c'est une vraie peste. Elle nous surveille. Elle rigole bien quand même : on est tellement phalocrates que ça en devient drôle. Mais... bon, on fait plus gaffe. On est moins odieux. Il y a eu des moments où une fille qui venait, c'était vraiment du gibier. On a changé. Moi, j'ai changé au contact de ma femme.

Vilar. Tu ne penses plus qu'à ça ? (2)

Wolinski. Autant, mais pas de la même façon.

Vilar. Moi, il me semble que tes dessins de l'Humanité ont perdu beaucoup de leur verve. Est-ce que c'est parce que je ne suis pas au PCF et que ce que tu défends dans tes dessins me laisse assez froid, même s'il y a des dessins que j'aime bien, en tant que dessin ou bien est-ce parce qu'effectivement tu t'y surveilles un peu plus ?

Wolinski. Disons le mot : tu penses que mes dessins de l'Humanité sont plus mauvais. En étant gentil, tu dis : moins virulents. Charlie, c'est le journal le plus libre du monde. A l'Humanité j'ai conscience, peut-être

Note : l'entretien ci-dessus a été enregistré. Sa retranscription a été relue par Wolinski. Les intertitres sont de la rédaction de « Rouge ».

que j'ai tort de ne pas faire les mêmes dessins. Je ne crois pas que ces dessins sont mauvais. Ils sont moins décontractés, moins agressifs. Souvent, ils cherchent à faire du bien aux lecteurs. Je suis un peu impressionné par les lecteurs qui lisent l'Humanité. Ça va faire sourire les intellectuels ou même mes amis : on va dire que maintenant, ça y est, Wolinski il a une pensée de classe... mais je me rends compte maintenant beaucoup plus qu'avant à quel point c'est dur pour les gens de vivre, qu'il y a des cas dramatiques. Et même, en dehors du drame... il y a la gêne. La gêne, c'est terrible. Cette gêne, on l'a connue, l'équipe de Charlie-hebdo. Eux, ils ont tendance à dire : nous, on en est sorti, on a eu du mal, ceux qui n'y arrivent pas, qu'ils crévent. Moi, je n'arrive pas à penser comme ça. Cela dit, j'ai exagéré : leur point de vue est sûrement plus nuancé que ça. Mais c'est vrai, personne ne me le demande, mais à l'Humanité, je prends des précautions.

« On peut leur faire confiance »

Daullé. Et pour le rythme de travail ? Je sais que c'est très dur de travailler pour un quotidien. Moi, il m'a fallu plus d'un an pour trouver le rythme. De même : tu as une responsabilité. Pour la « une », tu choisis toi-même ton sujet ?

Wolinski. Oui, je choisis absolument ce que je veux. Je demande en arrivant ce qu'il y a à la « une », les articles. Je cherche à être efficace. C'est peut-être dans ma nature.

Vilar. Et c'est pour être efficace dans la période politique actuelle que tu travailles à l'Humanité ?

Wolinski. ... (souponir) Oui et surtout parce que j'ai l'impression qu'on peut leur faire confiance.

Daullé. Même sur les problèmes sur lesquels Charlie-hebdo mène bagarre. Le nucléaire par exemple. Et qui moi me font peur.

Wolinski. J'ai fait une sorte de pari. Il y a plus de choses qui me conviennent que de choses qui me déplaisent. Et pour ce que j'ai compris, les communistes sont exactement dans le même cas que moi. Cela dit, sur le nucléaire, je ne suis pas enthousiaste, bien sûr. Même si je comprends les arguments des communistes. Eux, ils ne peuvent pas être utopistes comme on l'est à Charlie-hebdo. Le vrai problème, c'est qu'un intellectuel comme moi, qui veut se mettre au service des gens qui ont des préoccupations tactiques et temporaires doit faire attention. Moi, ce qui m'importe, c'est la justice et la vérité. Je crois que c'est chez les communistes qu'on trouve le plus ce double souci de justice et de vérité. Même si ce n'est pas eux qui l'ont inventé. Même si d'autres aussi luttent pour ça.



« L'Enragé ». Mai 1968.

Cela dit, les gars, tout ça a l'air dramatique, mais ne vous tracassez pas : je me fends la gueule. C'est marrant.

Vilar. Tu vois, c'est peut-être la première fois qu'on discute aussi tranquillement et fraternellement avec un collaborateur permanent de l'Humanité dans notre journal. Les gens avec qui tu travailles à l'Humanité refusent ce genre de discussion. Pas de reconnaissance en tant que courant du mouvement ouvrier, pas de dialogue. Or, on est petit, mais on existe.



Wolinski. Tu sais, je les ai prévenus que j'aurai cette discussion avec vous...

Vilar. Une de nos grandes divergences avec le PCF, c'est justement cette question de la démocratie. Nous sommes en désaccord avec l'orientation du PCF, mais sans coups bas dans la discussion, même si elle est dure. Les gens avec qui tu travailles, et qui sont sans doute aussi sympas que tu le dis, préfèrent nous ignorer purement et simplement.

« Même Marx »

Wolinski. Tu sais, moi, sur l'histoire de vos rapports avec les communistes, je suis assez ignare. Moi, je ne suis pas du parti. Travailler avec des gens intolérants ? Tu t'embarrasses. Je ne peux pas te dire que ça ne me dérange pas... je n'ai pas l'impression, moi, qu'ils sont intolérants. Je leur demanderais ce qu'ils en pensent. Au point où j'en suis, je fais confiance à des hommes, qui se battent pour des choses que je crois importantes.

Vilar. Tu n'as pas l'impression d'être un otage ?

Wolinski. Les communistes ont un immense respect pour le talent.

Vilar. Vous discutez politique ?

Wolinski. Non... oui. J'ai d'abord dit non parce que c'est pris dans des discussions entre amis où on discute de tout, de bouffe, de cul. De politique aussi. C'est normal : on est imprégné d'informations. Oui, on discute. Il arrive souvent que Leroy ou Andrieu me racontent des trucs qu'ils ont faits dans la journée. Quelquefois, ils essaient sur moi une déclaration. Ils sont toujours prêts à la discussion. J'étais à peine arrivé que j'avais l'impression d'être là depuis des années. C'est bizarre. Peut-être un peu inquiétant.

Vilar. Tu te sens mieux à l'Humanité ou à Charlie ?

Wolinski. Pareil. A Charlie, on me dit : « Tu sais, nous on est des voyous, on fait chier tout le monde. » Bon. Mais ils ne se rendent pas compte que les communistes aussi, ce sont des voyous. Ils s'imposent devant les bourgeois. Et la plupart sont sortis du rang.

Daullé. Et est-ce que vous discutez du passé ?

Wolinski. Alors ça oui ! Et ils parlent très librement. Ils parlent de leurs conneries très franchement. Ils font une nette différence entre aujourd'hui et hier. Ils disent : « On était comme ça, et on ne l'est plus. »

Vilar. Le XXII^e Congrès ?

Wolinski. Ça, je ne sais pas. Je travaille au radar. Je n'ai jamais lu ni Marx, ni Trotsky. On m'a donné un bureau pour que je puisse mettre mes pieds dessus. Alors... je pourrais te dire ce que ma mère m'a dit ce matin au téléphone : « Ça te passera tout ça ». Mais franchement... je ne crois pas. Et je crois même que je suis capable de lire Marx.

Vilar. Et Trotsky ?

Wolinski. Et Trotsky.

(1) Un des principaux animateurs de « Charlie-hebdo ». (2) « Je ne pense qu'à ça ». Recueil de dessins de Wolinski.

septembre 1977.
t si tu veux, arrêtons de parler que, parlons métier : c'est une rience passionnante. Je travaille l'Hebdo. Vous connaissez. C'est clientèle avertie, intelligente, in-ée, qui achète de l'humour. Et une certaine philosophie. A nité, les 3/4 des gens ne sa- pas qui je suis.
Daullé/Vilar (en chœur). Là, tu ères !
Wolinski. Mais si ! Les gars qui tent l'Humanité, ils prennent ça premier degré, ils ne savent pas je suis.
Daullé. Dans les boîtes, il y a beau- militants de base qui lisent lie.
Wolinski. Ils connaissent peut-être ques vagues trucs. Vous êtes tiques mais, on me l'a dit à manité, les gens reçoivent les ins d'un type qu'ils ne connais- pas avant. Et ils aiment ça. un point fort pour moi. Ça m'a plaisir. Je me dis : je sais faire ça, . Et c'est une expérience qui éresse et qui m'amuse.
Vilar. Tu gagnes combien à manité ?
Wolinski. 500 F par dessin.
Vilar. Cavanna te demandes : rs, tu prends ta carte ? C'est e semaine, dans Charlie-hebdo. u'ou va ton engagement auprès 'CF ?
Wolinski. Mais on ne peut pas tra- en dilettante avec les commu- s ! On ne fait pas des trucs de comme ça, sans croire à ce n fait ! Le coup de la carte, bon, Cavanna ça.

EN BREF

Bordeaux

Les militants, sympathisants, lecteurs sont invités à passer aujourd'hui au cercle d'études sociales, 5, rue de la tour-du-pin, à Bordeaux, pour l'organisation de la vente de masse sur les lieux de travail du « Rouge » spécial 16 pages sur la réactualisation du Programme commun et les propositions de la LCR. Permanence à partir de 17 h.

Dépôts de bilan = licenciements

A Soultz, dans le Haut-Rhin, la fermeture de Matis, une boîte spécialisée dans le matériel pour le bâtiment et les travaux publics laisse vingt-cinq travailleurs au chômage. Celle de la société des Cablages imprimés stéphanois entraîne cinquante licenciements.

Un plan pour Manufrance

La bataille des plans continue autour de Manufrance menacée. On sait que, suite à un passif se chiffant en dizaines de millions de francs, des curateurs avaient été nommés pour étudier les possibilités de survie de l'entreprise. Leur solution, rendue publique au début du mois, manquait d'originalité : elle prévoyait tout simplement plusieurs centaines de licenciements ! Refusée par les syndicats, refusée par la municipalité communiste qui possède, héritage de la gestion Durafour, 27% des actions de Manufrance, elle a bien sûr reçu l'accord du comité de défense qu'ont mis sur pied les créanciers. Mais la municipalité vient de faire savoir qu'un autre plan, dû à un cadre de l'entreprise, a été soumis au tribunal de commerce. Ce deuxième plan — qui excluerait tout licenciement — ferait l'objet d'un « examen approfondi ».

Les foyers de Chrysler

Nouveau lecteur de « Rouge », j'ai été très intéressé par l'article du 30 août sur l'usine Chrysler-France à Poissy, y ayant moi-même travaillé. Je tiens à apporter un complément quant à la nature des foyers de jeunes travailleurs dont il est fait mention dans l'article et du rôle de la CFT. Les conditions de vie sont particulièrement insupportables : 3 ou 4 par chambre mesurant à peu près 20 m² dans lesquelles pullulent des insectes genres punaises. Il y a un WC et une douche pour 30 à 40 personnes et qui marchent quand ils ne sont pas fermés et bouchés pendant des semaines. La direction et la CFT appelle cela des logements confortables pour célibataires.

Il faut distinguer deux sortes de foyer à Poissy : celui du bord de Seine se trouvant sur le périmètre de l'usine elle-même, gardé par les flics de Chrysler-France qui est réservé aux travailleurs immigrés et qui sont les pires.

Celui de la Coudrierie dont les chambres sont légèrement plus chères mais guère plus entretenues que dans le premier.

En 1972, sur une pétition signée par tous les locataires de la Coudraie, nous avons demandé qu'une désinfection des immeubles soit faite. Le comité hygiène et sécurité CFT est venu sur place et a jugé cette pétition « non recevable... » Les meneurs de la pétition furent changés de poste à l'usine. Ainsi va la vie pour l'ouvrier de Chrysler et encore, quel paradis à côté de celle de ceux qui affichaient leurs idées.

A. L.

Nouveau mauvais coup contre les Lip

LIQUIDATION DE BIENS A PALENTE

Le tribunal de commerce de Besançon a ordonné hier la liquidation de biens de la société Lip-SA, qui était en règlement judiciaire depuis le 8 mars 1974. Ce qui signifie concrètement que le syndicat n'a plus désormais à chercher une solution pour la continuation de l'entreprise, mais à la vendre en la démantelant si besoin est pour permettre le rem-

« C'est un acte négatif de plus » a simplement commenté Charles Piaget à la suite de la décision du tribunal de commerce. « C'est une étape de plus pour passer à la liquidation physique. Il s'agit maintenant de la mettre en pratique et d'aller éventuellement à une épreuve de forces. Mais nous continuons notre lutte et nous nous opposons toujours au déménagement des machines. » C'est sans illusion en effet que les Lip, par l'intermédiaire de leur comité d'entreprise, de la section CFDT, de la fédération métallurgie de la CFDT, avait demandé un supplément d'information, qui aurait permis de surseoir à la décision. Ils avaient organisé, on s'en souvient, une conférence de presse dernièrement pour faire connaître leurs projets d'accord avec l'Algérie et — peut-être — d'autres pays. Avec le mince espoir que les juges du tribunal de commerce en tireraient la conclusion que, contrairement à ce que le gouvernement veut faire croire, Lip est viable et peut trouver des débouchés pour sa production. Les juges n'ont pas suivi. Ils n'en font pas une maladie et préparent déjà la riposte.

D'abord en continuant la guérilla judiciaire qu'ils ont entreprise depuis de nombreux mois, retournant ainsi contre la bourgeoisie ses propres armes. Le tribunal de Besançon a, dans l'un de ses attendus, déclaré irrecevable la demande des Lip sous le prétexte que « le comité d'entre-



prise de cette société n'est plus constitué depuis le 4 août 1973 ». Or, un récent jugement du tribunal de Paris donnait au contraire au CE de Lip un droit de regard, reconnaissant ainsi son existence. En s'appuyant sur cette contradiction, ceux de Lip vont faire appel.

Mais ce qui mobilise désormais leur énergie, c'est avant tout la sauvegarde de l'outil de travail en « s'attachant, disaient-ils hier, à concrétiser les possibilités de la marque Lip et à assurer le transfert

de technologie. » En clair, en entrant de plain-pied dans la réalisation des accords passés avec le gouvernement algérien, tout en continuant la production et la vente de montres. Les Lip, présents à la Fête de l'Humanité, en ont ainsi vendues 700 supplémentaires, chiffre assez décevant il est vrai pour un rassemblement de cette ampleur. Sans doute, malgré le récent tournant du PC, des mois et des mois de dénigrement ne s'effacent-ils pas si vite de la conscience des militants communistes...

En attendant, dès aujourd'hui, les Lip étaient à nouveau dans les rues de Besançon. Histoire de crier que Lip, ce n'est pas des murs ou des machines, mais avant tout des hommes et des femmes. Que l'on peut bien décider de liquider les premiers, mais que les seconds sont toujours là. Après tout, les liquidations de biens, ils connaissent. Au soir du 13 juillet 1973, tout au début du conflit, c'était déjà la situation de leur entreprise...

Eric Eauvives

Ni chômeurs, ni licenciés, ni grévistes

LES MONTEFIBRE SONT DES LOCKOUTES

La direction voudrait les faire démissionner

La situation des travailleurs de Montefibre est toujours inchangée. La séance du comité d'entreprise du 5 septembre n'est toujours pas terminée. L'entracte ne fait que trop durer depuis que Casali le couard, P-DG de l'entreprise, refuse de poursuivre la séance à l'intérieur de l'usine comme la loi l'y oblige. Aujourd'hui, les travailleurs de Montefibre sont sans statut : ni chômeurs, ni licenciés, ni grévistes. « En somme, on est lock-outés » dit un délégué CGT. Les lock-outés, ils sont 900, et ils ne touchent que 90 % de leur salaire. Les 150 autres salariés travaillent au maintien de l'outil de production et touchent leur salaire intégral. Une nouvelle importante cependant : la fourniture en fuel — nécessaire pour maintenir en état l'unité de production — sera assurée jusqu'au 22 octobre. Certes, cela est important, mais ne constitue finalement qu'un sursis.

De notre envoyé spécial.

On a reparlé d'acquéreurs éventuels : CDF-Chimie que proposait le PC et solution qui fut retenue par l'intersyndicale. J.-P. Chevènement a lancé l'idée d'un rachat par Elf-Aquitaine. Enfin, Barre pense à Dupont de Nemours. Les syndicats, eux, ne veulent laisser planer aucune illusion. Peu leur importe la carte de visite de nouveaux acquéreurs, s'il s'en présente. Ce qu'ils exigent, c'est le maintien de l'unité de production et le plein emploi pour tous. Une délégation CGT-CFDT de CDF-Chimie s'est rendue samedi à l'usine de Saint-Nabord pour discuter des possibilités d'un rattachement de Montefibre à CDF-Chimie et pour appuyer cette possibilité au niveau de leurs instances, notamment au comité d'entreprise.

Un meeting a eu lieu hier sur le parking de l'usine. Environ 300 travailleurs étaient présents pour écouter les responsables syndicaux faire le point de la situation. Une certaine morosité régnait. Des applaudissements ponctuèrent néanmoins le rappel fait par un délégué du refus unanime des travailleurs d'aller s'inscrire au chômage, comme le

proposé la direction. Gonflée, cette direction qui propose tout simplement à ses employés de démissionner.

L'annonce d'une nouvelle manifestation à Paris jeudi prochain n'a pas suscité d'enthousiasme. Cette apparition n'est pourtant pas à négliger. Depuis que les pouvoirs publics sont directement impliqués dans cette affaire, depuis que Barre et Beullac se sont sentis obligés d'intervenir, Paris devient aussi le terrain de la lutte. Il est possible que le peu de succès des travailleurs de Montefibre lors de leur visite aux ministères, vendredi dernier, les ait un peu déçus. Néanmoins, jeudi se tient à Paris une réunion nationale paritaire du textile artificiel et synthétique sur les salaires, et les Montefibre seront là : eux aussi sont concernés par les salaires, ils sont toujours travailleurs du textile et entendent bien le rester.

LES METALLOS DE DUBIGEON A NANTES CONTRE LES POINTEUSES

Dubigeon-Nantes, c'est la navale. 2 500 travailleurs qui, avec ceux de la SNIAS donnent le ton à Nantes. Quand ceux de Dubigeon rentrent de vacances, ils trouvent la surprise de la direction : avant on pointait au vestiaire, maintenant ce sera à l'intérieur des ateliers. Et quatre fois par jour ! Le résultat, c'est la journée de travail qui s'allonge, il faut dire pour ceux qui travaillent sur les bateaux, qu'il y a un petit bout de chemin des vestiaires à l'atelier. Comme le disent les anciens : « On a mis 25 ans à obtenir que les pointeuses soient aux vestiaires, voilà qu'ils nous les remettent là-bas. » Et la direction y va fort. Pour ceux qui refuseront les nouvelles pointeuses, mise à pied, retenue de salaire, procédure de licenciement.

Seulement, il ne faut pas pousser. Avant les vacances, les travailleurs avaient déjà eu la note : mises à la retraite anticipée, 244 déclassements, 289 licenciements. Alors, le coup des pendules de pointage était un peu fort de café. Et mercredi dernier, les débrayages commençaient. Défilés dans les ateliers, « visites » dans les bureaux de la direction, qui s'empresse de dénoncer « l'atmosphère de terreur » (rien que ça) que des « groupes d'incontrôlés ou trop bien contrôlés » auraient imposés.

Avant-hier matin, la direction convoquait un comité d'entreprise. Elle y annonce que ça va mal et qu'il va falloir prendre des mesures. Mais « on n'est pas prêt à se laisser faire », et le travail n'a pas repris. L'intersyndicale CGT-CFDT exige que soit réglée la question des pointeuses (pas de pointage qui allonge le temps de travail et règle-metn du contentieux : salaire intégral, indemnités). Elle exige en même temps l'ouverture de négociations sur les revendications : 250 F pour tous, indexation des salaires sur les indices syndicaux, retour aux 40 heures sans perte de salaire, annulation des déclassements, embauches compensant les départs, embauche des intérimaires.

Ce matin, une nouvelle « réunion d'information » avait lieu, à 7 h 30 aux portes de l'entreprise.

Correspondant

Le prix de la rentrée scolaire : éviter les pièges des grands magasins

UN CONSEIL : ABSTENEZ-VOUS, N'ACHETEZ RIEN !

« L'enseignement est gratuit durant la période de scolarité obligatoire. » C'est la loi relative à l'éducation, dite loi Haby, votée en 1975 qui le dit. Ce n'est pas vrai. Les treize millions d'enfants qui prendront, le 15 septembre prochain, le chemin des écoliers, seront la cause de lourdes dépenses dans les familles, d'autant plus importantes que les enfants scolarisés sont plus nombreux et que le budget global de la famille est modeste. Une enquête de la Confédération syndicale des familles chiffre à 9 % la hausse du coût de la rentrée. Et, à se promener dans quelques grands magasins parisiens, ce pourcentage ne paraît pas excessif.

Au Printemps, aux Galeries Lafayette, dans quelques Prisunic, les pièges tendus au consommateur non averti ne manquent pas. L'étage « spécial rentrée » est parfois remplacé par une formule « self-service », qui favorise les achats en grande quantité, sans qu'on s'en aperçoive.

Gare aux pièges

Articles par articles, les entourloupettes se succèdent. Les cartables : il y en a pour tous les goûts (de la gibecière au sac militaire américain, pour finir au « super attaché-case »), et à tous les prix. Du

grand cartable multipoches en cuir à 300 F. L'attaché-case à 100 F... « Cela fait sérieux » commente une mère avant de l'acheter à son fils. Pourtant, il est coûteux, encombrant, fragile, peu commode.

Des trousse et des fourre-tout : la trousse la plus simple, solide et pratique, revient à 4 F, mais les fourre-tout à la mode, faits de simples morceaux de jeans reliés est toujours à l'honneur : 8 F le plumier en bois. Et... 19 F avec un léger supplément en décorations et une petite couche de vernis.

Les trousse équipées ont du succès : 35 F, bien qu'à l'intérieur tous les instruments soient de mauvaise qualité.

Les classeurs : leurs prix varient selon la taille. Un grand classeur cartonné coûte 10 F, mais le même, exactement le même, agrémenté de dessins vantant les mérites du « nunchaku » (arme de défense) revient à 18 F.

Des crayons feutres et à billes : les différences de prix sont importantes. Le feutre le moins cher coûte 1 F. Le moins ruineux des stylos à bille, 0,50 F. Du simple au double : pourtant, selon une enquête du mensuel de l'Union fédérale des consommateurs, *Que Choisir?*, le meilleur crayon à bille peut écrire pendant quatre kilomètres, alors que le meilleur crayon feutre s'effondre après deux kilomètres ! Exemple de pièges : une boîte de 30 feutres à 10 F ; des feutres identiques, en même nombre, dans une boîte en fer, 52, 50 F !

Les feuilles et les cahiers : si certains prix ont été cassés dans les grandes surfaces (Prisunic), c'est souvent au détriment de la qualité. Les feuilles de copie, par exemple, font 70 grammes au lieu de 72. Ces

articles médiocres se paieront à court-terme par d'autres achats. « Clairefontaine » bat tous les records : un cahier de textes à 6,90 F, le même, pratiquement, juste à côté, en retrait, à 4,25 F. Le cahier de textes de luxe, en forme d'agenda, avec les jours de la semaine traduits en anglais et quelques leçons de morale en bas de page : 11 F.

« On ne va pas acheter cette cochonnerie »

Cependant, le plus grand danger réside dans la multiplication de gadgets insolites, ces « petits riens » qui ne serviront pas deux fois dans l'année. Pourtant, ils séduisent les enfants : c'est leur but.

Je déambulais dans l'allée du rayon ardoises quand un petit garçon aperçut une éponge, attirante parce qu'une fausse horloge était incrustée sur le couvercle. Claude, tenté, le prend et le rapporte à sa mère. Réaction brutale : « On ne va pas acheter cette cochonnerie, un vieux chiffon pour essuyer ton ardoise fera aussi bien l'affaire ». Une giffle s'ébauche, dépitée, Claude pleure... Hésitante, la mère revient sur sa décision et paye les 2,40 F. Gadgets inutiles aussi ce petit éléphant-taille-crayon, 6 F, cette gomme en forme de pétale, 4 F, ce canif « coupe-tout » qui n'est autre qu'une vulgaire lame de rasoir, 2,90 F...

Mises bout à bout, ces petites dépenses font les grosses additions. Et puis, il y a tous les « à côtés » : l'équipement sportif a augmenté de 5,2 % selon l'INSEE, les blouses et les bleus de travail ont grimpé de 9,9 % depuis l'an dernier.

Alors, notre conseil : abstenez-vous, n'achetez pas. En septembre, le bon marché n'existe pas. Tant qu'il y a foule dans les grands magasins, la valse des étiquettes se déchaine. L'article le moins cher est toujours placé en retrait, caché à l'autre bout du rayon. Et le plus coûteux n'est pas toujours le meilleur. Attendez les directives des enseignants, méfiez-vous des enseignants maniaques et tâtilons, évitez les achats inutiles, ne vous laissez pas piéger par les faux besoins et les fausses urgences.

Frederic Nicolas

LE MENSUEL JEUNE SANS PUBLICITE A BESOIN DE 20 MILLIONS D'ANCIENS FRANCS D'ICI FIN OCTOBRE



IL FAUT SAUVER « ANTIROUILLE » !

Antirouille, on en a souvent parlé dans les colonnes de Rouge. Un mensuel sans publicité, s'attaquant aux requins de la presse des jeunes, les concurrençant auprès de leur propre public, mêlant services, annonces et enquêtes, publiant des dossiers remarquables (la presse des idoles, les jeunes en prison, le show-bizz, vivre à plusieurs (...), donnant la parole aux lecteurs en publiant leur courrier et leurs poèmes. Bref, une petite merveille qui ne se fait pas plaisir et qui a fait souffler un vent neuf dans un monde où règne encore une presse abêtissante, sexiste, réactionnaire.

Or, Antirouille risque de disparaître ! L'équipe en explique les raisons dans un appel : « Ça fait maintenant deux ans que nous existons. Deux ans de lutttes incessantes pour sortir un mensuel pour jeunes différent de la presse des vedettes, la presse débile qui abrutit. Notre conviction profonde était qu'il est possible de faire un journal attrayant qui parle aux jeunes de leur vie quotidienne, qui les aide à s'exprimer, à réfléchir, à comprendre ce qui se passe autour d'eux. Un journal où les quinze-vingt ans puissent trouver ce qui les intéresse, les passionne, leur pose problème : la drogue, la sexualité, l'école, le chômage, la musique, l'écologie... Les résultats sont à la mesure de notre conviction : trente mille acheteurs réguliers, soit cent cinquante mille garçons et filles qui nous lisent ; six cents correspondants et correspondantes à travers la France... »

« Pourtant, malgré ces premiers succès, nous risquons d'être contraints de suspendre notre parution. En effet, notre indépendance totale vis à vis des financiers de presse et vis à vis de la publicité que nous refusons, nous rend vulnérables. Un léger déficit chronique et l'interruption de l'été, et nous voilà début septembre confronté à un « trou » de vingt millions anciens. »

Ces vingt millions, il les faut fin octobre. Sinon, plus d'Antirouille. Pire, sur le total, il en faut huit dès la fin de ce mois-ci ! La parution du numéro de rentrée, prévue pour le 29 septembre, dépend de ce premier support financier. Un numéro qui pourtant s'annonce bien : nouvelle formule plus attrayante, maquette moins fourre-tout, couverture améliorée, petites annonces des lecteurs, etc.

La survie d'Antirouille dépend de vous : collégiens, lycéens, jeunes travailleurs, enseignants qui l'utilisez (et le diffusez parfois !) dans vos classes, Rouge certes a aussi besoin de votre aide mais l'un n'empêche pas l'autre ! Envoyez vos dons (huit millions anciens fin septembre, 12 fin octobre) en chèque ou mandat lettre à Antirouille, souscription, 2, square Pétreille, 75 009 Paris, CCP 35 12475 Y La Source. L'équipe d'Antirouille fera plusieurs fois dans les colonnes de Rouge le point sur l'état de cette souscription.

J. K.

Correspondants, diffuseurs

« Rouge » publie, jeudi 15 septembre, le jour de la rentrée des classes, un dossier central de deux pages : la réforme Haby et la sélection, les travailleurs et l'école, l'élève sans droits. A ne pas manquer à la porte des écoles, des lycées et des CET. A afficher partout où c'est possible !

Par ailleurs, les correspondants de province, ainsi que tous les lecteurs qui ont des renseignements à communiquer sur le déroulement de la rentrée, la situation des enseignants, l'organisation des classes de 6^e, etc. sont fortement invités à téléphoner échos et reportages au journal, jusqu'à 16 h le jeudi 15. De même tout témoignage sur la pré-rentrée des professeurs (postes offerts aux auxiliaires, topos des inspecteurs, auxiliaires encore au chômage...) qui se déroule le mercredi 14 est le bienvenu. Téléphoner au journal jusqu'à 15 h.

petit cartable plastifié d'une solidité douteuse affiché à 30 F jusqu'au

Faites chauffer l'école - Faites chauffer l'école - Faites chau

Assemblée générales du Mouvement des enseignants non titulaires

Le Mouvement national des non titulaires de l'Education nationale organise aujourd'hui une assemblée générale, à 18 h, à la faculté des Sciences de Paris, métro Jussieu (bat. H). Considérant que la circulaire ministérielle sur le réemploi des auxiliaires, non seulement ne concerne que les maîtres-auxiliaires ayant eu un service continu en 1976-77, mais aussi « institue le servage à caractère éducatif pour camoufler jusqu'aux élections, le chômage des M-A », le Mouvement des non titulaires exige qu'il n'y ait pas un seul licenciement, le réemploi sur poste d'enseignement à temps complet, et la titularisation immédiate des auxiliaires. Son adresse : BP 47 C, Scmulewicz, Paris 75020.

La revue « L'École émancipée » est sortie

La revue « L'École émancipée » publiée par la tendance enseignante du même nom, vient d'édition son numéro

de rentrée. Tous les thèmes de lutte de cette rentrée scolaire y sont traités. L'éditorial donne le ton : « Rentrée 77 : ceux qui céderont aujourd'hui, capituleront demain ». N° 1, 5 septembre 1977, prix 4 F à commander à E. Seriat : Sol y Flores, Rue PP-de-Riquet, 47000 Agen, CCP Bordeaux 49-20-21 Z.

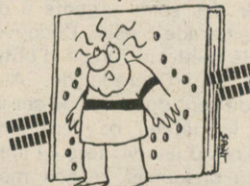
Assemblée du Collectif de lutte contre la réforme Haby

Le Collectif de lutte contre la réforme Haby (CLRH) qui fut créé à l'initiative d'enseignants qui entament une réflexion sur les programmes d'histoire et de géographie, tient une assemblée générale de rentrée mercredi 14 septembre, à 18 h30, à la Sorbonne, amphî Turgot. Ordre du jour : les actions à envisager pour mettre en échec la réforme. L'adresse du Collectif : CLRH, 3, rue du Bois-Joly, 92000 Nanterre.

Constructions insuffisantes à Saint-Quentin

Selon le syndicat communautaire d'aménagement de Saint-Quentin-en-Yvelines, la rentrée ne se passera pas

sans problèmes : les constructions scolaires sont en nombre insuffisant, il faudrait construire dès maintenant trois nouveaux CES et un nouveau lycée pour satisfaire les besoins. Sinon, entre 400 et 700 élèves du premier cycle et 300 à 500 du second cycle se trouveront en surnombre. Il manquera également 22 enseignants en maternelle et 12 en primaire.



La librairie Rouge a r ouvert ses portes

Après plusieurs mois de travaux, la librairie Rouge a réouvert ses portes. Elle s'est considérablement agrandie, embellie et enrichie. Vous tous qui attendiez pour acheter livres, journaux, brochures, posters, disques etc., précipitez-vous, il y a désormais de la place.

Librairie Rouge, 10, impasse Guéménée, Paris IV^e. Tél : 272.88.96, 272.68.82.

Haby : 80 millions anciens pour de la pub !

Deux enfants rient dans un grand lycée triste, ils viennent de la même école primaire. Arrivés à l'entrée d'un immense couloir, ils se séparent. Un type, vu de dos, se retourne brusquement. Gros plan, il retire ses lunettes, et le topo démarre : « Avec la réforme Haby, plus jamais ça, finies les séparations déchirantes, ils se retrouveront dans la même classe. Vive le collège unique. »

Ça vous tombe dessus entre la poire et le fromage. C'est du baratin. C'est la publicité télévisée que s'offre tous ces jours-ci Haby. Coût : 800 000 F, soit 80 millions anciens.

Naïvement, on pourrait croire que la réalisation de ces spots publicitaires a été confiée au Centre national de documentation pédagogique (CNDP), responsable de la radio-télévision scolaire.

Cela aurait été de toute façon scandaleux. Il n'en est rien. Fidèle à son orientation de privatisation du service public, le ministre a offert cet énorme marché à une agence privée, l'agence Feldman Calleux et associés (233.61.51., Echos de la presse et de la publicité, 18 juillet 1977).

Serait-ce un hasard ? Le bruit court que c'est la même agence qui fut responsable des grands placards publicitaires que lança avant l'été dans la presse un petit patron contre l'Union de la gauche...

J.K.

PASSAGES A TABAC A LA SANTE

Les « individus dangereux », en prison, sont isolés dans un endroit spécial, une prison dans la prison : le QHS, quartier de haute sécurité. Est dangereux un individu qui se révolte ou qui fait peur aux matons. Celui que l'administration pénitentiaire sent résistant, celui qui lutte pour ne pas être brisé par le système carcéral, a toutes les chances de passer un jour au mitard, de faire connaissance avec le régime de sécurité renforcée. Daniel Debruelle, depuis 2 ans en préventive pour un hold-up qu'il nie avoir commis, et Taleb Hadjadj, condamné à perpétuité pour le hold-up de l'avenue de Breteuil, occupent des

cellules du QHS à la Santé. En février 1977, ils avaient participé à la grève de la faim du QHS de Fresnes, en compagnie de Mesrine. Ils témoignent aujourd'hui sur un tabassage subi par un détenu inconnu et à partir de ce cas, fréquent dans la vie quotidienne des prisons, ils accusent. Leur récit met gravement en cause le directeur de la prison de la Santé qui est aussi un responsable syndical FO, Bonaldi, bien connu pour ses déclarations répressives. S'il n'est pas d'accord, qu'il le dise, nous publierons sa version des faits.

Hubert-Pierre Bonaldi: Un homme dangereux

Réaction de dégoût, samedi 27 août 1977, à la prison de la Santé. Paraît, ce jour-là, dans *le Matin de Paris*, un splendide et élogieux article de deux pages à la gloire d'Hubert-Pierre Bonaldi, directeur-maton de la Santé. Depuis quelque temps, l'habile et persistant jeu de celui-ci consiste à se faire passer

pour un directeur libéral et avant-gardiste par le biais d'astucieux articles destinés à rassurer certains en leur présentant de fausses vérités, et à transmettre à certains autres lecteurs intéressés une forte image de marque de lui-même, plaçant ça et là dans ses déclarations à la presse des avances à l'actuelle ma-

porité giscard-chiracienne et à l'éventuel vainqueur de 1978, l'Union de la gauche.

Or le véritable Bonaldi, directeur-maton de prison, secrétaire général de « Justice Force Ouvrière » et conseiller municipal de Fresnes (sic) n'est autre que le chef d'orchestre d'une gigantesque campagne de répression dans nos prisons visant à y implanter des tactiques fortes et musclées de façon définitive. Cette quasi-dictature d'un seul homme sur le système carcéral français provoque une lutte d'influence acharnée entre Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, qui voit son pouvoir s'amincir de jour en jour, et le rebelle Bonaldi, chef de file des directeurs de prison, qui voit grandir régulièrement la puissance et l'indépendance de son contre-pouvoir, véritable ministère-fantôme.

La détérioration progressive du climat régnant actuellement dans les prisons provient des méthodes arbitraires et illégales dont se sert Bonaldi pour régner sur la Santé et s'explique par le fait que les autres directeurs de prison se réfèrent davantage au précédent de leur illustre confrère qu'aux instructions de leur ministre.

L'illégalité, l'arbitraire et la répression à la Santé.

Premier exemple : dimanche 14 août, des détenus entendent des cris continus d'une cellule de mitard où un homme se trouve seul, parce que puni par le directeur. A l'aide de violents coups de pied et de poing, quelques matons tapent. Lorsque l'homme hurle, on le tabasse de nouveau pour le calmer. A part les gardiens et les détenus, la prison est vide ; aucun civil, aucun témoin gênant après 19 heures les soirs de semaine et toute la journée dimanche : c'est alors que les bourreaux frappent... les hurlements ont beau envahir l'espace de la prison, ils ne dépasseront pas son enceinte. Dimanche 14, le calme revenu une fois le passage à tabac terminé, le détenu blessé communique de sa cellule avec son voisin et allié le plus proche, l'un de nous deux, Taleb, détenu au quartier de Haute Sécurité. Un peu plus tard, Taleb simule une urgence médicale pour s'entretenir avec le médecin de garde et l'informer des soins urgents à donner au camarade blessé. Découvrant la ruse, le médecin refuse d'obtempérer et repart bredouille. Aucun constat de sera donc fait de cet incident et le détenu ne sera jamais soigné. Lors d'une visite à « l'improvisé » au prisonnier, le soir même, pour admirer le travail de ses complices, Bonaldi déclarera : « Pas de commentaire », un ordre en guise de pensée...

Deuxième exemple : le quartier de Haute Sécurité dénombre une quinzaine de cellules. Certaines d'entre elles où les détenus végètent 23 heures sur 24, ont « malencontreusement » été placées à côté d'une chaufferie qui fonctionne de 5 heures du matin à tard le soir et émet un assourdissant ronronnement, semblable à un moteur de poids lourd. Pour l'instant, deux détenus sont au quartier de Haute Sécurité. Calcul rapide : il reste

plusieurs cellules vides où le bruit ne s'entend guère. Or depuis que nous sommes au quartier de Haute Sécurité à la Santé, nous nous trouvons à côté de cette machine jour et nuit, cependant Bonaldi n'a toujours pas réussi à nous casser. « Face à ce paranoïaque, je tiendrai toujours... bientôt si il me prive de mon lit, je pourrais dormir debout... »

Troisième exemple : le 21 juin, Alain Peyrefitte déclarait qu'il ferait respecter la loi en ce qui concerne la libre entrée du journal du CAP en prison. A la Santé, deux mois plus tard, on attend toujours qu'il rentre. Et comme la bande à Bonaldi est grande, le journal est également interdit à Fresnes, Fleury-Mérogis, etc. Bonaldi se dresse contre son ministre, lui désobéit, aucune sanction. Alors ? M. Peyrefitte n'est-il plus capable de faire respecter ses propres consignes ministérielles par ses propres fonctionnaires ? La tendance dure des matons va-t-elle faire la loi dans les prisons françaises ou la bande à Bonaldi va-t-elle enfin se faire rappeler à l'ordre ?

A la lecture de ce texte, Bébert a déjà convoqué quelques détenus, peut-être quelques matons. Il chasse en territoire réservé. Le sordide feuilleton quotidien de la Santé commence tout juste pour aujourd'hui. Après tout, « pour garder la Santé, faut cogner ! » Pas si drôle que ça, croyez-nous.

Le 3 septembre 1977, Daniel Debruelle et Taleb Hadjadj.

Entretien demandé à Charles Paviot par H.P. Bonaldi

— Monsieur Paviot ? Asseyez-vous... Vous visitez Daniel Debruelle, je crois ? J'ai plusieurs remarques à vous faire.

— Vous permettez que je note cette conversation ?

— Il est curieux que vous vouliez le faire... Vous conviendrez, monsieur, que votre rôle de visiteur soit celui d'un simple visiteur et non d'un témoin. Je crois savoir que vous dépassez les limites de cette fonction et servez d'intermédiaire à Debruelle. C'est tout ce que j'avais à vous dire.

— Avouez, monsieur, que l'on ne me facilite pas le droit à la visite tout comme on rend la vie difficile au détenu. En témoigne le fait qu'aujourd'hui l'on m'ait fait attendre une demi-heure avant de voir Daniel Debruelle sous prétexte que celui-ci était en parler avec un avocat, qu'en le voyant j'apprends que nous nous étions tous les deux attendus de nos côtés respectifs et qu'il n'avait reçu aucune visite au préalable. En témoigne le fait que l'on ait interdit à Madame Hadjadj de voir son fils cet après-midi sous prétexte qu'il était puni...

— Vous n'avez pas à vous occuper d'Hadjadj à ce que je sache ? De quel droit le faites-vous ?

— Au nom de la solidarité, monsieur.

— Très bien ; ne vous étonnez pas si votre permis de visite est supprimé. Au revoir, monsieur.

LES TEMPS MODERNES

Le beau-frère de Conty Benoît et Maïté inculpés de recel simple

Le troisième homme du hold-up de Villefort est identifié. « Stef » est Stéphane Vieupeccat. Les policiers disent qu'ils connaissent maintenant tout de cette histoire. La découverte du pistolet mitrailleur, sur information, est en fait ce qui les avait mis sur la trace d'une cache de Conty. Contrairement à ce qui avait été dit, il n'a pas été trouvé enterré aux Rochebesses. Maïté a été placée sous contrôle judiciaire dans une résidence inconnue avec ses trois enfants.

Rude journée pour la reine

Dès le mois de mai s'organisent dans pratiquement chaque ville les élections des Miss... reine d'une ville, d'une profession, d'une quinzaine commerciale ou de la foire aux jambons. Elles sont choisies au cours d'une soirée qui ressemble à s'y méprendre à une foire aux bestiaux... Et voilà qu'à Saint-Chamond, l'autre jour, des brebis gâlesuses s'étaient glissées dans le troupeau... Quatre « représentantes du MLF » comme les présente le journal local, s'étaient effritées à l'élection de la reine du Corso. Dès que la première d'entre elles apparaît sur la scène, elle « harangue la foule » et évidemment, les « dirigeants du comité des fêtes la prient d'aller porter ailleurs la bonne parole du MLF ». Une autre se présente de « façon farfelue » et l'incident étant clos, tout a pu se poursuivre, la reine fut élue sans encombre. Mais paradoxe, sur le journal local toujours, ce sont les quatre militantes féministes qui sont en photo et non la reine et ses dauphines.

Correspondant

Aristy libéré

Hector Aristy et Hector Villalon, inculpés dans l'enlèvement de Revelli-Beaumont, ont bénéficié d'une ordonnance de mise en liberté. Le parquet a fait appel en ce qui concerne Villalon pour lequel le juge réclamait une caution de 50 000 F.

Aristy retrouve une liberté sous contrôle judiciaire après 3 mois de mise à l'ombre. Arrêté sans réelle justification sinon sa personnalité « troublante » et son rôle d'intermédiaire empressé au cours du rapt, il est libéré de la même façon. La justice suit son cours...

La chasse est ouverte

M. Jean-Raymond Griveau, 43 ans, était à la chasse avec son fils, 18 ans, dans la commune de Saint-Laon (Vienne). Lorsque soudain un faisan s'éleva d'un petit taillis situé entre les deux hommes. Le fils tira le volatile qui habilement se dirigeait vers le père. Que croyez-vous qu'il arriva ? C'est ce dernier qui reçut la décharge en pleine face. Il est à l'hôpital.

Dans l'Isère, un chasseur de Grenoble, M. Georges Challon, 42 ans, a été abattu par un chasseur inconnu. Cela s'appelle un accident de chasse. Il n'y a pas beaucoup de femmes dans ces histoires.

Un fermier qui rentrait de la chasse a blessé trois personnes qui piquaient dans ses cultures, dimanche, près du col de Vence, à une vingtaine de kilomètres de Nice. Molesté par des témoins de la scène, il a rejoint ses victimes à l'hôpital.

La loi de l'Ouest

Le pharmacien de Vitteaux (Côte-d'Or) qui a tué samedi Jean-Pierre Lamotte, 22 ans, auteur d'un cambriolage dans son magasin, a été laissé en liberté, après avoir été inculpé pour blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Il avait surpris pillant l'armoire des stupéfiants et l'avait abattu avec une Winchester alors qu'il tentait de s'enfuir.



Témoignage de Charles Paviot, étudiant, ami de Daniel Debruelle

Je rentre enfin à la Santé, à 16 h 45, soit après une demi-heure d'attente, accompagné d'un jeune maton venu me chercher afin d'effectuer le trajet sous surveillance pour la première fois depuis onze visites. Arrivé à la tour centrale de surveillance au cœur de la prison, j'observe une grande agitation autour du QHS et du parloir où je dois me rendre. De nombreux matons sont venus voir celui qui visitait un « détenu dangereux ». Je m'installe au parloir et attends. Lorsque Daniel vient d'asseoir, il pleure presque. « Qu'est-ce qui se passe Daniel ? » Ils ont matraqué Taleb. A 12 h 45, l'heure de la fouille à nu pour la promenade quotidienne dans une cage grillagée, le maton chargé d'accomplir cette besogne, passe ses mains sur les testicules de Daniel Debruelle y trouvant sans doute un malin plaisir de provocation. Daniel, habitué à ce genre d'humiliations, cependant poussé ce jour-ci à des limites rarement atteintes, ne réagit pas. Il rentre ensuite dans sa cage et se « promène ». Quelques minutes plus tard, Taleb Hadjadj, passant à une fouille semblable, hurle à son camarade : « Dany, on me matraque. » Ensuite, quelques cris et depuis le silence. Daniel demande : « Quest-ce que vous avez fait à Taleb ? » « Ça ne vous regarde pas », répond un maton, à la fin de la promenade.

Daniel Debruelle me prévient enfin qu'il demande à tous ceux qui ont connu Taleb de lui apporter leur soutien moral et qu'il souhaite que la presse fasse de larges échos à cette illégalité et qu'il entame une grève de la faim en soutien avec son camarade arbitrairement placé au mitard.

« Depuis quelques semaines, me dit Daniel, Taleb subissait des provocations visant à restreindre encore plus les conditions de sa détention. »

« KHROUCHTCHEV, LES ANNEES DE POUVOIRS »

par Roy et Jaurès Medvedev

Le livre des frères Medvedev commence au moment où finit celui de Lilly Marcou sur le Kominform (« Rouge » du 5 août), dans la période située entre la mort de Staline (mars 1953) et le XX^e Congrès du PC de l'Union soviétique — celui dit de la « déstalinisation » — en février 1956.

Roy Medvedev vit toujours en URSS ; il a publié un livre important sur « le Staliniisme » (Seuil 1971 ; critiqué par Pierre Frank ainsi que son autre livre « De la démocratie socialiste » dans la revue « IV^e Internationale »). Jaurès Medvedev est un scientifique qui s'est intéressé à la génétique et a écrit un livre, « Grandeur et chute de Lyssenko » (Gallimard 1971). Il a relu la dernière version du présent livre à Londres où il vit depuis plusieurs années maintenant ; ils ont tous deux intensément collaboré au Samizdat — chronique politique clandestine dans les années 1960. Leur livre sur Khrouchtchev est une analyse passionnante, vue de l'« intérieur », des espoirs et des déceptions engendrées par le « cours nouveau » perceptible en URSS pendant la dizaine d'années séparant la mort de Staline du remplacement de Khrouchtchev par Brejnev (octobre 1964).

« Krouchtchev : les années de pouvoir » par Roy et Jaurès Medvedev. Cahier libre 335/François Maspero, 1977

Ce livre accorde une place considérable aux réformes économiques et, en premier lieu agricoles, impulsées par Khrouchtchev avec succès (1953-1954), en catastrophe (à partir de 1957 et notamment en 1962-1963). Staline n'avait jamais visité aucun village kolkhozien, Khrouchtchev, lui, « était de famille paysanne et c'était le seul membre du bureau politique stalinien qui se rendait fréquemment à la campagne, discutait avec les dirigeants des sovkhoses et des kolkhozes, s'efforçant de prendre connaissance de leurs problèmes et de leurs difficultés ».

Roy et Jaurès Medvedev reviennent à plusieurs reprises sur le fait qu'avec le temps, Khrouchtchev, ayant acquis « pacifiquement » un pouvoir, en somme presque aussi total que celui de Staline, ne discutait pas tellement plus ses projets que son prédécesseur dans les instances légitimes du parti et de l'Etat. Sa propre fringale de réformes était telle qu'il utilisait tous les moyens à sa disposition pour faire passer ses projets, bons ou mauvais, sans le moindre enrichissement collectif, y compris sur des sujets où manifestement il ne connaissait strictement rien. Les velléités de réformes « déstalinisantes » se faisaient de façon invraisemblablement bureaucratiques. Par exemple, la volonté à priori compréhensible de « décentraliser » l'agriculture, de déplacer les ministères de l'agriculture de l'URSS et des républiques fédérées de Moscou « sur le terrain », près de kolkhozes, engendra une panique sans nom ; pas seulement parce que les bureaucrates fieffés ne voulaient pas quitter Moscou mais parce que rien, aucun équipement n'avait été prévu pour ce déménagement.

Résultat : des milliers de fonctionnaires faisaient tous les jours deux fois trois heures de transport pour se rendre à leur nouveau lieu de travail et en revenir... « En un an, sur 2 200 collaborateurs du ministère de l'Agriculture de l'URSS, plus de 1 700 donnèrent leur démission... La fameuse conquête des « terres vierges », en 1956, fut d'abord un succès réel : « Les millions d'hectares de terres défrichées donnèrent une récolte de blé jamais vues dans les annales de l'agriculture soviétique. Khrouchtchev effectua une véritable tournée de vainqueur dans presque toutes les régions des terres vierges » (Oural, Sibérie...). Malheureusement, les dirigeants du

plan économique n'avaient pas prévu assez de moissonneuses-batteuses, il n'y avait pas assez d'entrepôts, « on manquait de camions... on ne parvint pas à rentrer toute la récolte avant l'hiver et beaucoup de grains fut perdu... ». Toutes les autres réformes agricoles n'empêchèrent plus la situation de se dégrader jusqu'à la catastrophe alimentaire de 1963 qui provoqua les achats de blé à l'étranger les plus importants de l'histoire de l'URSS et de la Russie. »

Les réformes politiques

L'essentiel, c'est évidemment, son « rapport secret » au XX^e Congrès du PCUS, sa dénonciation des « crimes de l'époque du culte de la personnalité ». Les éléments concrets que nous apportent Roy et Jaurès Medvedev illustrent, confirment à merveille les thèses développées dès 1956 par la IV^e Internationale sur la nature et les raisons de la « déstalinisation » : ce n'était pas une « auto-réforme » de la bureaucratie, c'était un moyen — plus ou moins audacieux — d'« auto-défense ». Le « cours nouveau » était certes rendu indispensable par la pression des masses pour un meilleur niveau de vie, pour la réhabilitation des millions de victimes des procès policiers d'avant et d'après-guerre ; mais, à son tour, ce « cours nouveau » encourageait les masses à (re)prendre l'initiative...

Bien sûr que Khrouchtchev ne voulait soulever le couvercle de la marmite que jusqu'à un point où elle n'éclate pas ; c'est néanmoins contre la majorité de ses « collègues » dirigeants de premier plan qu'il mit en pratique certaines réformes « libérales » consécutives au XX^e Congrès : ouverture massive des camps de concentration ; l'accélération des démarches de réhabilitation ; le fait de ne plus pratiquer la terreur massive et sanguinaire contre ses propres opposants, mais de se « contenter » de les « destituer » et de nommer ses amis à la place ; ça nous paraît fantastique mais c'était un progrès qualitatif !

Finalement, Khrouchtchev « devait » tomber. Ses échecs économiques sont une première raison que ses adversaires — plus conservateurs que lui — s'empressent d'utiliser. L'autre raison circonstanciée responsable de la chute de Khrouchtchev fut sa



volonté de réformer le parti. Il en avait fait modifier les statuts en 1961 au XXI^e Congrès : désormais, les dirigeants (CC mais aussi comités de district, de région...) devaient obligatoirement être renouvelés pour un tiers. Or, nous disent Roy et Jaurès Medvedev, « on pouvait bien leur trouver à tous du travail dans les organes correspondants des soviets ou même dans les ministères mais pour occuper ces postes, il fallait avoir des connaissances professionnelles que beaucoup de permanents du parti avaient depuis longtemps oubliées... les nouveaux statuts privaient les dirigeants (régionaux) du parti qui constituaient la majorité du CC du PCUS du sentiment de sécurité qui leur était indispensable ».

C'est ainsi que, contrairement à la fin des années 1950, Khrouchtchev allait perdre le soutien de la majorité du CC. Et comme, par ses échecs économiques, par ses zigzags libéraux/répressifs en matière politique (on lui « doit » l'ouverture des asiles en 1961), il avait perdu celui de la population, il ne fut soutenu par personne au moment de la « révolution de palais » de l'automne 1964.

La raison finale de cette « chute », c'est l'impasse politique forcée des « réformateurs »/bureaucrates soviétiques : « Très rapidement, Khrouchtchev et ses compagnons comprennent que cette vague de libéralisme devenait dangereuse pour eux-mêmes, pour la position de monopole

du parti et rendait nécessaire d'autres transformations démocratiques... » Il fallait donc ou bien aller plus loin, mais alors c'était la révolution politique antibureaucratique et même des « réformateurs » ne sont pas suicidaires, ou bien il fallait sinon revenir en arrière complètement, ce qui était définitivement impossible, du moins revenir en arrière complètement, ce qui était définitivement impossible, du moins rogner au maximum sur ce qui avait dû être concédé ; et ce fut le début de l'ère Brejnev.

Il faut lire le livre des frères Medvedev qui contient encore beaucoup d'autres choses passionnantes... même s'il nous est impossible de tomber d'accord avec eux sur l'élément « positif » du bilan, de Khrouchtchev que fut l'« affirmation » de la politique de « coexistence pacifique ».

On ne peut qu'avoir envie après ce livre de prolonger ses connaissances de cette période si cruciale pour la crise accélérée du stalinisme que le PCF publie encore vingt ans après des mises au point officielles sur ses réactions d'alors ! Outre le dossier sur l'URSS et la nouvelle constitution soviétique, dans le Monde diplomatique de juillet 1977, chaque militant (e) devrait lire la brochure *Stalinisme et libertés en Europe de l'Est*, ainsi que la résolution du secrétariat unifié de la IV^e Internationale, *Démocratie socialiste et dictature du prolétariat* dans *Inprécor* n° 10/7, juillet 1977.

Jean-François Godchau

La marche des gens du nord 21 h 35 à TF 1

« C'est plein de cachots Et les plaisirs sont rares. La pluie ne tombe jamais là. Le soleil ne brille jamais. C'est noir comme un cachot Là-bas dans les mines. J'espère qu'à sa mort Quand les jeux seront faits, Mon corps Devendra charbon Et je plaindrai le mineur Qui creusera mes os. »

Les désirs des mineurs sont simples. Ils sont faits de chair et de sang. Et quand ils se heurtent aux désirs des capitalistes, sur la page blanche des pavés, s'écrivent des récits tout aussi limpides. « En 1973, le syndicat des mineurs a déclenché une grève parce que nous en avions assez des minuscules augmentations que nous obtenions... Pour la première fois, nous étions prêts à utiliser la violence et il y en a eu un peu. » (Tom Hague, président d'un syndicat de mineurs du Sud du Yorkshire.)

La tentative qui est celle de Robert Manthoulis et de Claude Fleouter, avec leur série *Le Monde sans frontières*, mérite notre attention (1). Leur projet : dire la musique des peuples, sans la séparer des racines de ces peuples, de leur présent, des luttes qui les traversent. La culture populaire, c'est au fond toute la culture. Les « créateurs » ne font jamais que reprendre et retravailler les chansons, les contes, les images issues du sein du peuple. « Au fond de la mine, vous n'avez pas le temps ni l'énergie de chanter. Mais, de temps à autre, ça vient. Vous chantez ce qui vous passe par la tête. » La musique est ici un geste, une activité.

Dans la *Marche des gens du Nord*, Fleouter et Manthoulis nous entraînent à la recherche des chansons nées de la

vie des mineurs et des tisserands, écrites dans un dialecte qui ne se transmet qu'à travers elles, car « il ne viendrait pas à l'esprit d'une personne de la moyenne ou de la grande bourgeoisie de se mettre à écrire en dialecte ». Les fils et les filles du pays, s'il leur arrive de graver les échelons de la société, s'empressent de prendre des cours de diction pour perdre leur accent du Nord.

Un pays tiraillé entre le passé de la mine et des filatures et un avenir déterminé par le pétrole de la mer du Nord. Les filatures sont fermées. De 1956 à nos jours, le nombre des mineurs est passé de 750 000 à 250 000. Le pétrole, lui, contribue fortement à raviver la conscience nationale écossaise. « Les gens n'ont pas changé... Mais l'âme n'y est plus. Parce que l'âme de ces villes, c'était l'industrie du coton. C'est une communauté qui n'est pas morte, mais qui vit maintenant sur un autre plan. » L'histoire ne détermine certes pas mécaniquement ce que sont les chansons de mineurs ou de tisserands, mais elle les imprègne, de même qu'à l'inverse, elle est imprégnée par elles.

Ceci dit, la *Marche des gens du Nord*, bien que méritant largement d'être vue, est une émission, à mon sens, un peu terne. Sur un tel sujet, il aurait fallu que la caméra aille plus avant, se fasse moins scolaire et peut-être plus lyrique.

Richter

(1) Déjà diffusés : *Le Tango au lever du jour* et *les Gauchos de Guemes*, sur l'Argentine. A diffuser : *des Allemands bien tranquilles*, le mardi 20 septembre, et *les Rescapés de l'histoire* (la Grèce), le 27 septembre.

Télévision

TF 1

- 12.15 Réponse à tout
- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.45 Restez donc avec nous
- 14.50 La cloche tibétaine (feuilleton)
- 18.00 A la bonne heure
- 18.35 Pour les jeunes
- 19.00 Recherche dans l'intérêt des familles (feuilleton policier)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Eh bien raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Au-delà de l'horizon N° 9 : Jules Vernes... un grand voyageur.
- 21.35 Monde sans frontières
- 22.25 Tennis : finale du tournoi de Forest Hills
- 23.00 Journal

A 2

- 13.35 Télévision régionale
- 13.50 Les enfants des autres
- 14.05 Aujourd'hui madame
- 15.00 Kojak (série américaine)
- 15.55 Aujourd'hui magazine
- 18.00 Fenêtre sur... Les voiles de l'étrange : Topor.
- 18.30 Dorothee et ses amis
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là la joie de vivre. Annie Girardot.
- 20.00 Journal
- 20.30 Dossiers de l'écran *La souris qui rugissait* (1959) Cette comédie burlesque inspirée par l'humour anglais introduira un débat sur « si tout le monde avait la bombe ».
- 23.30 Journal

FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Télévision régionale
- 19.20 Scènes de la vie de province Mose par Mose (le dessinateur humoristique)
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Notre-Dame de Paris (1956) Film de Jean Delannoy, d'après le roman de Victor Hugo.
- 22.25 Journal

**Retenez cette date :
lundi 3 octobre**

ROUGE NOUVELLE FORMULE

Lundi 3 octobre, le numéro de « Rouge » que vous achèterez sera différent. Non pas que nous ayons décidé de bouleverser la formule du journal de fond en comble dans sa conception comme dans ses orienta-

tions, mais après un an et demi d'expérience et des améliorations progressives, il nous a paru nécessaire de réajuster un certain nombre de rubriques et d'apporter plusieurs innovations.

Rouge est en difficulté financière, vous le savez. L'existence d'un quotidien révolutionnaire aujourd'hui est un pari financier chaque jour renouvelé. Après les vacances, le premier stade de la souscription est passé. Premier stade atteint avec succès. Mais le plus difficile est devant nous. La deuxième étape nécessite encore plus d'ardeur. Prochainement, nous ferons le point sur ce problème.

Trois fonctions

Tout en nous envoyant de l'argent, ce qui, nous le savons, a représenté pour vous parfois de lourds sacrifices financiers, vous nous avez beaucoup écrit, nous faisant part de la façon dont vous ressentiez Rouge. Critiques, suggestion, conseils, colères et encouragements se sont succédés en cascade.

Alors, et c'est la première fonction de la nouvelle formule du 3 octobre, nous avons décidé, après diverses réunions et stages de rédaction, de tenir compte au maximum des grandes tendances qui se dégageaient de votre courrier (et avec lesquelles nous étions généralement d'accord) afin que Rouge soit mieux adapté à vos besoins. Afin aussi de bien montrer que Rouge n'est pas un tonneau sans fond et

que l'argent que vous versez permet non seulement à Rouge d'exister, mais aussi de s'améliorer.

Deuxième fonction de cette nouvelle formule : les échéances politiques de 1978 se rapprochent et il faut tout faire pour que le journal corresponde aux besoins de la période. D'où un nécessaire réajustement de l'équilibre général du quotidien.

Enfin, et c'est là la troisième fonction de la nouvelle formule, nous espérons qu'avec un journal mieux adapté aux besoins des lecteurs et aux nécessités politiques, nos ventes progresseront.

Casse-tête

Car, il n'y a pas de miracle en la matière. Même s'il est compréhensible qu'un quotidien révolutionnaire doive faire appel financièrement à ses lecteurs qui sont sa seule ressource, son équilibre financier ne peut dépendre fondamentalement que de ses recettes, donc de son audience, donc de ses ventes.

Cette nouvelle formule, nous ne vous le cachons pas, a été pour la rédaction un véritable casse-tête. En effet, si tout le monde était d'accord sur les nécessités de changer Rouge, de le faire beaucoup mieux coïncider aux

préoccupations quotidiennes des lecteurs et par conséquent d'élargir son champ d'investigation (nouvelles rubriques, reportages, chroniques, courrier des lecteurs, services...), tout en le « solidifiant » politiquement (analyses, enquêtes, débats...), nous nous sommes heurtés à un double obstacle qui prend certains jours des tours dramatiques : le manque de place sur douze pages et le nombre restreint de personnes pour faire le journal, tant à la rédaction que dans certains ateliers techniques comme la frappe.

Double limitation donc qui nous a obligé de travailler au plus serré. Seize pages nous sont nécessaires pour réussir pleinement la nouvelle formule que nous envisagerons. A partir du 3 octobre, le journal ne sera donc qu'une approche (mais une approche, nous l'espérons, décisive) de ce que Rouge pourrait être sur seize pages. Jusqu'à ce que nous ayons réuni les conditions financières pour passer à cette pagination supérieure et embauché suffisamment de monde pour l'assumer.

Nous reviendrons en détail, tout au long de la semaine, sur ce qui va changer dans Rouge, à partir du 3 octobre. Nous nous contentons aujourd'hui d'énumérer simplement les principaux points de changement :

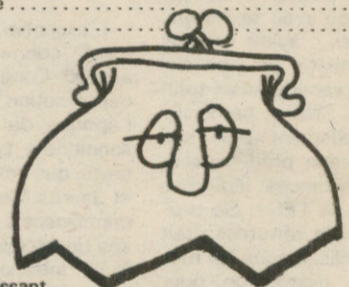
- Une page dossier-débat paraîtra tous les jours. Il s'agira là de traiter par le fond et par le détail toute une série de thèmes politiques qui, au cours des mois à venir, seront sur le devant de l'actualité et dans toutes les bouches. Cette page sera bien sûr le lieu privilégié d'expression des positions politiques de la LCR mais aussi celui du débat entre les différentes organisations ou courants du mouvement ouvrier.
- Extrême gauche : une place systématique et régulière sera réservée à sa vie.
- La rubrique femme redémarrera, innervant l'ensemble des rubriques du journal tout en tenant une place spécifique.
- La rubrique culturelle, objet des plus vives critiques, repartira sur de nouvelles bases.
- Une rubrique d'informations générales sera créée avec pour but de traiter tous ces phénomènes à la limite des faits divers qui, pour n'en être pas directement politiques, sont socialement significatifs.
- Le courrier des lecteurs paraîtra tous les jours et sera regroupé à un endroit fixe du journal.
- Enfin, une nouvelle maquette permettra une présentation et une organisation des pages différentes.



Souscription

ANCIEN TOTAL 653 482,61
NOUVEL AVOIR 4 936,00
NOUVEAU TOTAL 658 418,61

J.D. Sympathisant mélomane 50,00
J.C.V. Carrières/Seine 50,00
Diffuseurs CRAMP 330,00
Diffuseurs CPC 550,00
G.A. Bures s/Yvette 100,00
Diffuseurs Lille 80,00
J.C.N. ex-LC CFDT solde congés payés 500,00
Niçois occitan souscrivez et avec mention en occitan
PTT OC immigré et trotskyste 260,00
Enseignant USA 30,00
Militant CGT Compagnie bancaire 100,00
Reste d'un pot Compagnie bancaire 21,00
B.L. Nogent/Marne 100,00
Militant LO Brest 100,00



Sympathisant Ouessant 200,00
1 couple d'anciens de Brest 500,00
Deux militant de Brest 150,00
Un sympathisant infirmier Brest 50,00
Enseignant Aubanel Avignon 10,00
Enseignant Mistral Avignon 10,00
Enseignant primaire Avignon 53,00
Sympathisants Lyon 300,00
Lectrice Douai 10,00
Cercle rouge ouvert Avignon 63,50
Militants LCR Avignon 540,00
Militants écologistes Avignon 50,00
SNCF cheminots Avignon 10,00
Militant SNCF 10,00
Enfance inadaptée les Jonquières Vaucluse 600,00
Divers 108,50

LES VENTES DE ROUGE

	Nov.	Déc.	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Paris Surf.	2641	2558	2738	2448	2684	2268	2552	2526	1689
Métro	433	410	452	405	434	302	384	343	240
Province	5336	5031	5331	5150	6264	5300	5209	5717	4900
Abonnement	1050	1150	1150	1120	1100	1000	1000	950	1025
Total	9560	9149	9671	9183	10582	8870	8861	9536	7854